


N° 1 – janvier 1995

Paraît 8 fois par an

# «Jacques Gaillot, nous sommes avec toi»

J'écris ces lignes, dix minutes après avoir écouté la nouvelle d'une radio française qui annonce que Rome a retiré la charge épiscopale à Jacques Gaillot, évêque d'Evreux.

Ecoeurement, tristesse, colère, la coupe est pleine. Où va l'Eglise catholique quand elle met à pied les meilleurs de ses pasteurs? Jean-Paul II, vous qui vous faites acclamer, au même moment, comme une vedette, par les foules de Manille, dites-nous pourquoi vous n'avez plus besoin de cet évêque? Quel mal a-t-il fait, alors que beaucoup de catholiques, beaucoup de protestants, beaucoup d'incroyants reconnaissaient en lui un serviteur fidèle de l'Evangile de Jésus?

Etre du côté des pauvres, des prisonniers, des exclus, n'est-ce pas le signe par excellence du témoignage dont le monde a besoin?

La parole libre de Jacques Gaillot sur des questions controversées de l'Eglise (morale sexuelle, prêtres mariés, accession des femmes au sacerdoce, etc...), sa présence dans les médias, ne plaisaient certes pas en haut lieu. Mais sur des questions qui ne font pas partie de la foi catholique, n'y a-t-il donc plus de liberté et de recherche dans l'Eglise? Hélas, l'autorité suprême de l'Eglise agit comme toutes les «nomenklatura» du monde.

Qui n'obéit pas à la lettre est brisé, est limogé.

Tristesse. Honte pour mon Eglise. Avant hier, à Rome, ceux qui avaient déjà décidé de t'exclure, ont osé te demander que tu présentes ta démission. Honneur à toi, Jacques. Tu as refusé. Tu les as obligés à faire leur sale boulot.

Merci Jacques, pour tout ce que tu as fait et feras pour l'Eglise de Dieu. En ce moment difficile, pour toi, pour l'Eglise de France et du monde entier, pour tous ceux qui t'aiment, tu me fais terriblement penser à un certain Jésus pas du tout convenable aux yeux des autorités religieuses de l'époque. Un homme qui fréquentait les pêcheurs, les prostituées et les pauvres. Et qui a été écarté et mis sur une croix. L'Evangile est toujours actuel.

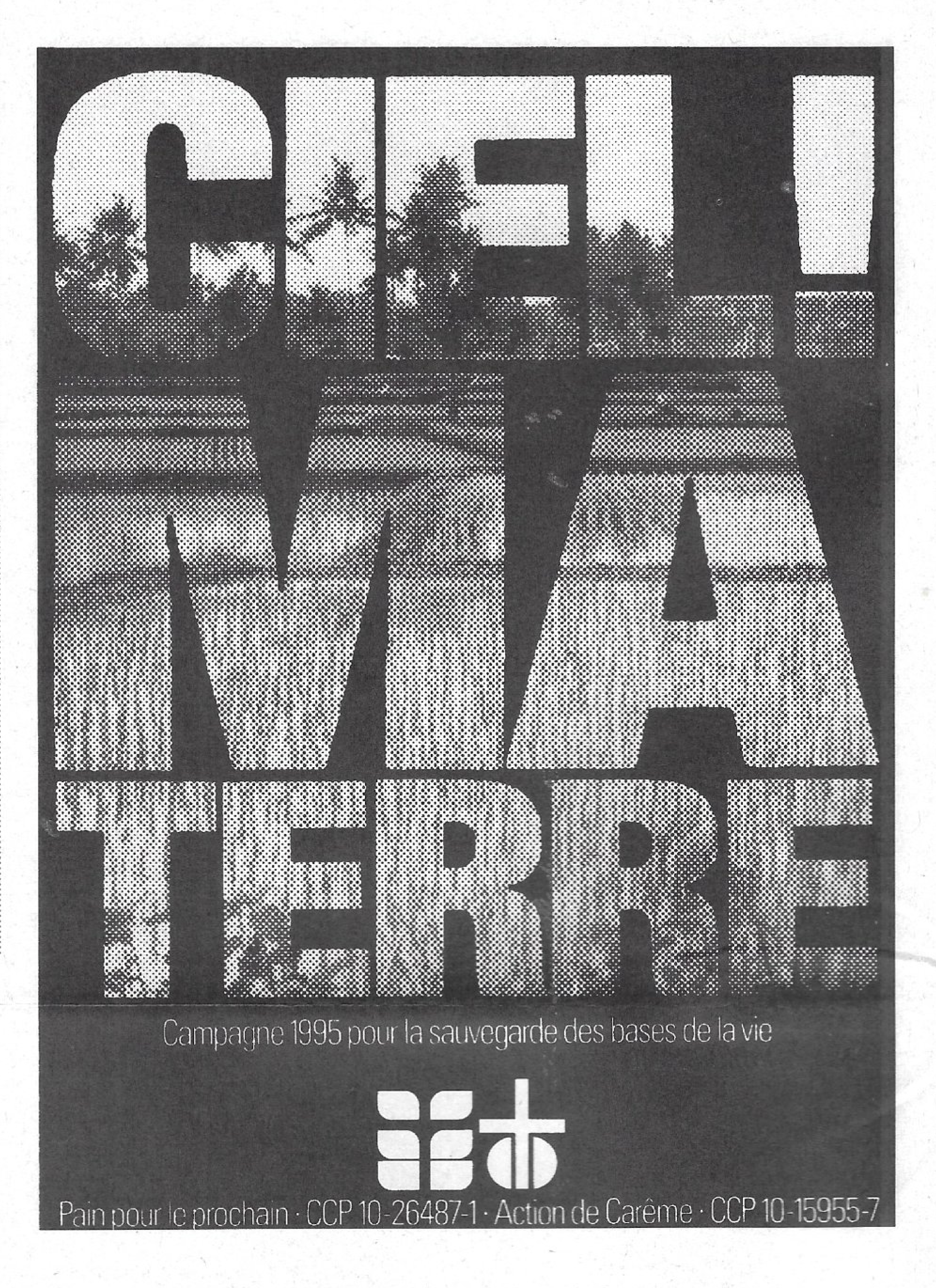
Sur le coup de l'émotion, mes paroles sont-elles trop dures? Je téléphone à un ami prêtre. Il vient lui aussi d'entendre la nouvelle à la radio. Il est effondré. Il pleure. Il avait participé, il y a quelques mois, à une retraite prêchée par l'évêque d'Evreux. «Une des meilleures de ma vie sacerdotale. Hier j'avais acheté le dernier livre de Jacques. C'est très grave ce qui se passe dans notre Eglise», me dit-il. Une grande blessure ecclésiale est ouverte. Il y aura, dès ce soir, des manifestations contre cette décision intolérable.

Il ne suffit pas d'être indigné. Il faut garder l'espérance à tout prix. C'est encore l'attitude de Jacques qui nous guide. Il veut rester dans l'Eglise. Exclu lui-même, il continuera à lutter pour tous les exclus. Sa dignité dans l'épreuve a un goût de «Bonne nouvelle».

***Bernard Bavaud***

# Campagne pour le Carême






**L'Action de Carême et Pain pour le prochain vous invitent à semer de nouveau avec eux dans les champs de la justice et de la solidarité avec les défavorisés. La campagne «Ciel! ma terre» est centrée sur le thème du développement durable, ce que notre tradition chrétienne traduit par: une gestion responsable de la création, en y intégrant la dimension spirituelle.**

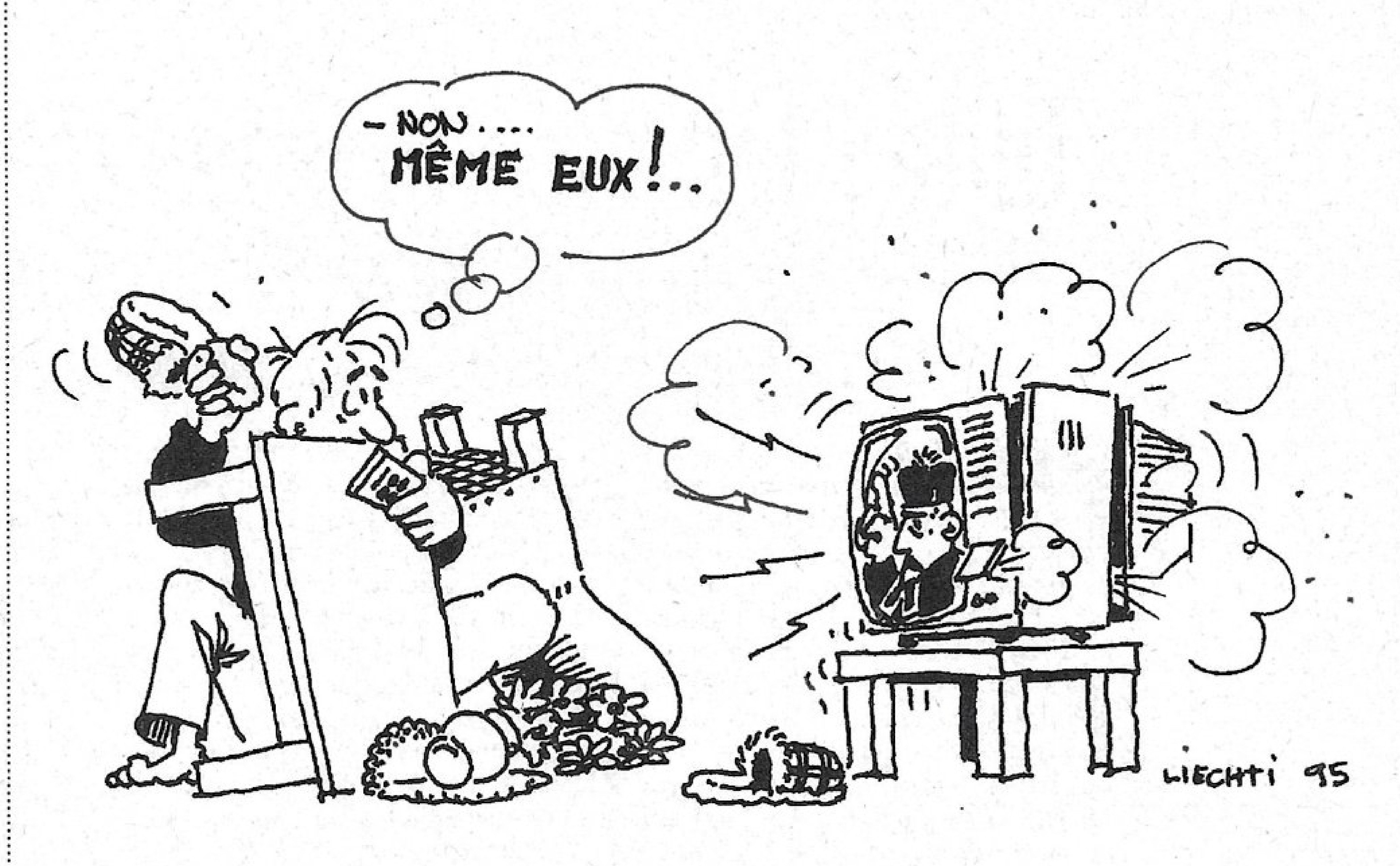
## «Ciel! ma terre»

- **Cri d'émerveillement** face à la beauté de la Création et de toutes ses créatures!
- **Cri d'horreur** face à l'érosion des sols, la pollution, l'effet de serre, la destruction des forêts!
- **Cri d'alarme** pour les générations futures!
  *«La terre ne nous appartient pas, nous l'empruntons à nos enfants»*.
- **Cri de révolte!**
- **Cri d'espérance!** Depuis la Conférence de l'ONU à Rio sur *«Environnement et développement»*, on propose à tous les Etats et communautés de rechercher un développement **durable**, c'est-à-dire **supportable** pour l'environnement, **acceptable** socialement, **viable** à long terme.
- **Cri des œuvres d'entraide** des Eglises de Suisse: *«Ciel! ma terre»*. Sauvegardons les bases naturelles de la vie, ici et dans les pays du Sud!

*Entre la croissance effrénée qui détruit l'environnement et la stagnation synonyme d'appauvrissement, il y a une troisième voie à trouver, qui soit plus respectueuse des équilibres écologiques, de la justice sociale et de la dimension culturelle. C'est cela, le développement durable!*

# ... Alors je zappe!

par Gilbert Zbären




Y'en a marre
Chaque fois que j'ouvre la Télé,
Parce que je l'ai encore.
Je me trouve face à un flingue,
A un mec qui roule les mécaniques
Ou qui se ramasse
Un gigantesque coup de poing
En pleine gueule...

M'enfin
J'ai des fois peur que le mec
Il soit propulsé dans mon salon
(j'ai aussi un salon)

Alors je zappe
Aussi vite que possible
Pour ne pas ramasser un
mauvais coup
Zappe
Cette fois c'est bon...Dorothée
C'est pour les enfants....
Et bien non...
Voilà les monstres qui arrivent...
Vraiment pas beaux (même musclés)
Cela doit être des dessins loupés

Zappe...la guerre ici
Zappe la guerre là,
Zappe la guerre ailleurs
Zappe, la guerre d'avant
Zappe la guerre d'après
Zappe...ouf...
Deux belles fesses...oui...bon
Zappe ça neige
Havre de paix pour les yeux
Mais les oreilles....
Des crépitements de mitrailleuses...
M'enfin...

Y a-t-il moyen de passer un moment
Devant cet aquarium
Sans gilet pare balles
Ou cachet dépresseur...

Et puis on sait jamais où on en est...
Un film? La vraie guerre?
La vraie vie?
Pas savoir s'il faut
Avoir vraiment peur, être
vraiment triste...
M'enfin

Y a quand même
Des fois où on ne peut pas se tromper
«La marche du Siècle»
Avec Cavada
Là on voit bien
Qu'c'est d'la fiction...

M'enfin
Faut pas pousser
Et puis tout ce montage
Avec la complicité des média,
Cet Évêque
Qui s'est fait dégommer...
Là ils poussent trop
M'enfin
Faut pas prendre les gens
Pour des demeurés
Les chefs de l'Eglise
Y sont pas toujours très malins
Mais un truc comme ça
C'est trop gros
ça prend pas
Faudrait être cinglés
Scier la poutre qu'est dans...
M'enfin
J'commence à tout mélanger.

*Le Monde* 5.12.94

# Inde : les vies brisées de Bhopal

## *Il y a dix ans, le 3 décembre 1984, une fuite de gaz dans l'usine chimique Union Carbide faisait des milliers de victimes*

*« Il devait être deux heures et demie du matin. Quand mon mari m'a réveillée, les yeux me piquaient, j'avais du mal à respirer. Je me suis levée et j'ai vu mon dernier fils, Mansour Ali, s'évanouir en vomissant sur le pas de la porte. Dans la rue, une foule de gens s'enfuyait en criant. Alors nous avons pris les enfants et on a couru au hasard dans la campagne au milieu d'une brume étrange qui recouvrait tout. »* C'était il y a juste dix ans, dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984. Dix ans, et Hazrabi, comme un million de ses compatriotes de Bhopal, n'a rien oublié de cette nuit froide de l'hiver indien, quand une fuite dans le réservoir 601 de l'usine de pesticide Union Carbide provoqua le plus grand désastre industriel de l'histoire : 40 tonnes de méthyl isocyanate formèrent un nuage au-dessus de Bhopal, capitale de l'Etat du Madhya-Pradesh, au centre du pays. En retombant sur la ville, la *« brume étrange »* allait faire 2 000 à 3 000 morts en une journée, 4 000 en un mois, 6 495 à ce jour, selon les chiffres officiels, mais au moins une dizaine de milliers et peut-être 16 000 à en croire des associations de défense des victimes...

Dix ans plus tard, et Hazrabi, regard charbonneux, bouche ensanglantée par le bétel qu'elle ne cesse de mâcher, se souvient du moindre détail. Elle parle de son retour, le lendemain matin, dans ce quartier de Jaya-Prakash-Nagar *« où les rues étaient jonchées de cadavres »* et de cette *« couche noire comme de la suie sur les murs, sur les ustensiles de cuisine, partout »*. Hazrabi était aux premières loges : à quelques centaines de mètres de sa minuscule maison de ciment blanc, de l'autre côté de la route, se dresse encore l'architecture sinistre de l'usine, avec, au centre, la petite cheminée qui sema la mort dans Bhopal endormie.

*« Ce sont les plus pauvres qui ont souffert le plus, car le nuage s'est répandu au nord de la ville, une zone surpeuplée. Les riches quartiers du sud ont été relativement épargnés »*, raconte Abdoul Jabbar, responsable d'une association qui se bat pour que justice soit rendue. Car dix ans plus tard, sur les 600 000 personnes qui ont perdu des parents ou continuent à subir dans leur chair les conséquences de la fuite de méthyl, quelque 100 000 seulement ont reçu des compensations. Lenteurs administratives, corruption des juges ou des avocats et indifférence des pouvoirs publics se conjuguent pour ralentir les procédures judiciaires.

Le gouvernement indien avait pourtant montré sa détermination au lendemain de la catastrophe. Il avait d'abord poursuivi Union Carbide devant les tribunaux des Etats-Unis en réclamant 2,6 milliards de dollars, soit 39 milliards de roupies au taux de l'époque. Mais la cour américaine ayant estimé que ce cas ne relevait pas de sa juridiction, Delhi transféra l'affaire devant les tribunaux indiens. La cour de Bhopal enjoignit alors à Union Carbide de payer 3,5 milliards de roupies à titre de *« dommages et intérêts provisoires »*. La compagnie fit appel devant la haute cour du Madhya-Pradesh, qui réduisit cette *« compensation intérimaire »* à 2,5 milliards.

Mais c'était encore trop pour Union Carbide, qui fit de nouveau appel, devant la cour suprême indienne cette fois. Et quand le premier ministre, Rajiv Gandhi, se rendit à Washington pour convaincre les Américains d'investir dans son pays, l'Inde baissa les bras : Delhi a abandonné toute poursuite et accepté, début 1989, 470 millions de dollars pour solde de tout compte – soit six fois moins que la somme demandée initialement ! *« Plus de la moitié de ceux qui ont perdu de la famille dans la catastrophe se sont vu refuser les dommages et intérêts. Dix ans après, tout se passe comme si le gouvernement défendait les intérêts d'Union Carbide en minimisant les conséquences du désastre,* accuse Satinath Saranji, responsable d'un groupe d'action et d'information sur Bhopal. *Il est vrai qu'il ne faut pas faire fuir les investisseurs étrangers »*, ajoute-t-il.

### Une corruption florissante

Rahissa, trente-deux ans, a perdu son mari, son père et deux fils dans les jours, les semaines, les mois d'après la catastrophe. Aujourd'hui, elle fait les comptes de la tragédie : *« J'ai déjà reçu 100 000 roupies* (20 000 francs) *à titre de compensation pour la mort de mon père et de mon mari, mais rien pour celle de mes deux garçons. Normalement, je serais en droit de toucher encore 400 000 roupies. »* Depuis deux ans, Rahissa est allée vingt-cinq fois au tribunal. Un juge lui a un jour lancé : *« Mais que veux-tu encore ? Tu as déjà reçu de l'argent et tu en veux toujours plus. Tu veux dévaliser la banque ou quoi ? »*

Pour les associations de défense des victimes, le scandale le plus criant est en effet que les personnes affectées doivent supplier, pour obtenir leurs droits, un gouvernement qui s'était lui-même porté partie civile contre Union Carbide et leur avait promis de les défendre. *« C'est un peu comme si vous preniez un avocat, et qu'il semblait ne pas être convaincu de votre innocence au moment où il doit défendre vos intérêts devant les juges »*, résume le journaliste Bharat Desaï.

*« Dans le chaos qui a suivi le désastre, les certificats ont été perdus et dans un pays où les cartes de rationnement servent aux plus pauvres à prouver leur identité, il est difficile pour les victimes de démonter qu'elles résidaient bien à Bhopal le 3 décembre 1984,* explique l'avocat Vibhudi Jha. *En fait, il semble que le gouvernement ne veuille pas payer et qu'il fasse tout pour justifier qu'il s'est couché devant Union Carbide en acceptant une somme aussi dérisoire. »*

*« L'affaire des compensations est devenue un* business *où tout le monde se sert au passage, juges, avocats et médecins »*, note de son côté l'activiste Abdoul Jabbar Khan. *Pour accélérer la procédure, certaines victimes sont en effet obligées d'acheter des certificats à des médecins corrompus et de promettre un pourcentage des indemnisations à venir à des avocats marrons. Même les juges s'y mettent : certains se seraient fait une fortune en forçant les plaignants à leur verser des dessous de table pour que leurs cas soient pris en considération.*

*« J'ai entendu parler de cas de corruption. Mais il y a tant de gens, et nous n'étions pas préparés à une telle procédure »*, soupire le premier ministre du Madhya Pradesh, Digvijay Singh, dans le bureau de son bungalow qui domine le lac de Bhopal. Il se félicite de la façon dont il a mené sa barque depuis son arrivée au pouvoir, l'hiver dernier : *« Jusqu'à décembre 1993, seuls 7 000 cas avaient été réglés. Mais, en un an, plus de 120 000 personnes ont touché leurs indemnités et, d'ici à deux ans, je pense que tout sera définitivement réglé. »*

*« Le pire,* ajoute un militant d'une association, *c'est que tout ça n'a pas servi de leçon. Les Indiens viennent d'accepter l'implantation de vingt-deux usines pétrochimiques où les règles de sécurité sont absentes ou inadéquates. Dans le tiers-monde, il est vrai, la vie ne vaut pas cher et la main-d'œuvre est bon marché. J'ai peur que l'avenir nous réserve d'autres Bhopal. »*

BRUNO PHILIP

*Le Monde* 19.12.94

Afin de faciliter leur décollage économique

# Les pays pauvres pourront bénéficier d'un allègement de leur dette publique allant jusqu'à 67 %

Afin d'améliorer « substantiellement » le traitement de la dette des pays pauvres, le Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics, a adopté, jeudi 15 décembre, deux mesures importantes. Dorénavant, les pays dont le revenu annuel par habitant n'excède pas 695 dollars (3 760 francs) pourront bénéficier d'une réduction de l'ensemble de leur dette publique et non plus uniquement des seules échéances de remboursement, allant jusqu'à 67 %.

Par ailleurs, le Club de Paris pourra « traiter » ou rééchelonner le stock résiduel de cette dette, alors que, avant, le réaménagement ne portait, là encore, que sur les échéances. Ces mesures traduisent la volonté exprimée en juillet, lors du G7 de Naples, par la France et la Grande-Bretagne d'alléger sensiblement le fardeau de la dette des pays pauvres et de faciliter ainsi leur décollage économique.

### « Fardeau insupportable »

Jusqu'ici, ces derniers ne pouvaient obtenir qu'un taux de réduction de 50 %. Mais l'innovation majeure reste la possibilité de rééchelonner le stock résiduel de la dette publique d'un pays. Pour l'instant, seules la Pologne, l'Indonésie et l'Egypte y avaient eu droit. Une fois le stock réaménagé, le débiteur n'aura donc plus vocation à passer devant ses créanciers comme c'est le cas aujourd'hui. *« S'il revient, on ne peut plus rien faire »*, a prévenu, vendredi 16 décembre, le président du Club de Paris et directeur du Trésor français, Christian Noyer.

Seuls quelques pays pauvres verront dans les prochains mois leur stock de dette rééchelonné. Ce traitement ne sera accordé, selon M. Noyer, que si le Club de Paris estime qu'un pays peut se sortir définitivement des problèmes d'endettement.

Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, s'est réjoui de cette avancée. Ce sont des décisions *« que la France appelait de ses vœux depuis longtemps*, a-t-il déclaré vendredi, *car le poids de la dette pour les pays les plus pauvres du monde était devenu un fardeau insupportable »*.





## Travailler pour la paix

*Si tu veux la paix* N°29 - Janvier/Février 1995

### Rester militante de la paix

Le jour de l'enterrement de notre petite fille, Eve, le secrétaire de la branche suisse de l'IRG (Internationale des Résistants à la Guerre) est venu me demander si je connaissais une personne capable d'occuper le poste de trésorier de son organisation. Nous ne nous connaissions pas et je n'avais jamais entendu parler de ce mouvement. Il ignorait que nous enterrions notre enfant ce jour-là. Je me souviens seulement que je lui ai demandé de revenir un autre jour. Comme pour d'autres événements de ma vie, je ne crois pas qu'il soit venu chez nous par hasard ce jour-là. Je ne le savais pas encore, mais c'est ma fille qui me l'envoyait. Car cette rencontre devait complètement changer mon existence.

Lorsqu'il est revenu, il m'a semblé évident que je pourrais très faire ce travail. Mes jumelles allaient à l'école et j'avais trop de temps vide. J'ai commencé à lire le journal de l'IRG, d'assister aux réunions, de me rendre au secrétariat à Bienne pour faire des envois. J'ai peu à peu rencontré «une autre sorte» de gens qui me paraissaient plus sérieux, plus profonds, plus responsables et aussi plus intelligents que ceux que je fréquentais.

A la même époque, j'ai rencontré l'abbé Clovis Lugon, membre lui aussi de l'IRG, qui m'a envoyé à Berlin – où il nous a accompagnés quelques fois – ainsi qu'à Prague et peut-être à Budapest, Varsovie et Moscou. Je ne suis plus très sûre. Ce dont je me souviens par contre très bien, c'est que j'ai entendu parler pour la première fois de Pax Christi à Berlin en 1968. Des membres de Pax Christi France, Belgique, Angleterre et Irlande, Italie et Espagne assistaient aux conférences pour la paix de Berlin. Ce sont des Suisses rencontrés à l'une ou l'autre de ces réunions qui m'ont demandé de venir à Lausanne pour participer à la relance de Pax Christi en Suisse romande.

### J'ai commencé à comprendre qu'il s'agissait de toute ma vie

De mes années de catéchisme à Porrentruy, j'avais surtout retenu le sermon sur la montagne. Cela m'avait beaucoup aidée à exercer mon travail d'infirmière en psychiatrie. Mais c'est grâce aux mouvements de paix et surtout à Pax Christi que j'ai commencé à comprendre qu'il s'agissait de toute la vie, de toute ma vie. Mon mari, lui, m'écoutait, parfois m'accompagnait, toujours avec une bienveillance un peu ironique. Il n'y croyait pas du tout. Sans même s'en rendre compte, il était totalement imprégné de l'idéologie et de la langue de bois officielle, toujours en vigueur: il y aura toujours des guerres, la violence est inhérente à la nature humaine, il faut se défendre contre ses ennemis, on ne peut pas le faire sans armes, etc. Pourtant, il connaissait les évangiles mieux que moi car il assistait à la messe tous les jours. Malgré sa très grande rigueur intellectuelle et son honnêteté professionnelle et scientifique, il n'y voyait pas de contradiction.

C'est après avoir assisté à la conférence de l'évêque américain venu présenter à l'Université de Fribourg *La lettre pastorale des évêques des Etats-Unis sur la guerre et la paix (*)*, qu'il s'est converti à la non-violence. Après, je l'ai souvent entendu parler de Gandhi. Et les dix dernières années que nous avons passées ensemble en ont été illuminées.

Aujourd'hui je continue de me demander pourquoi ce qui constitue une évidence pour certains, continue d'être tout juste une utopie pour la majorité des gens. Si l'on consacrait autant d'argent, de temps et d'énergie à former les jeunes à maîtriser la violence, à leur apprendre à travailler vraiment pour la paix – et Dieu sait si dans ce domaine, il y aurait du travail! – on obtiendrait d'autres résultats. Les femmes et les hommes se porteraient mieux. Ils seraient aussi plus heureux parce que conscients de leur valeur et du sens de leur vie.

J'ai entendu il n'y a pas très longtemps un théologien connu dire que l'on n'est jamais sûr de son salut. J'aurais envie de lui: «Travaillez donc pour la paix dans le monde et vous n'aurez plus aucun doute quant à votre salut!»

***Jeanine Meyer-Monnin***
*membre du comité de Pax Christi Suisse romande*

(*) Les évêques américains disent non à la guerre nucléaire, Lettre pastorale des évêques des Etats-Unis sur la guerre et la paix *(mai 1983); préface de Mgr T. Gumbleton. Les Editions ouvrières, sous les auspices de Pax Christi, Paris; 215 pages. Commandes au secrétariat, Fr. 5.- port compris.*

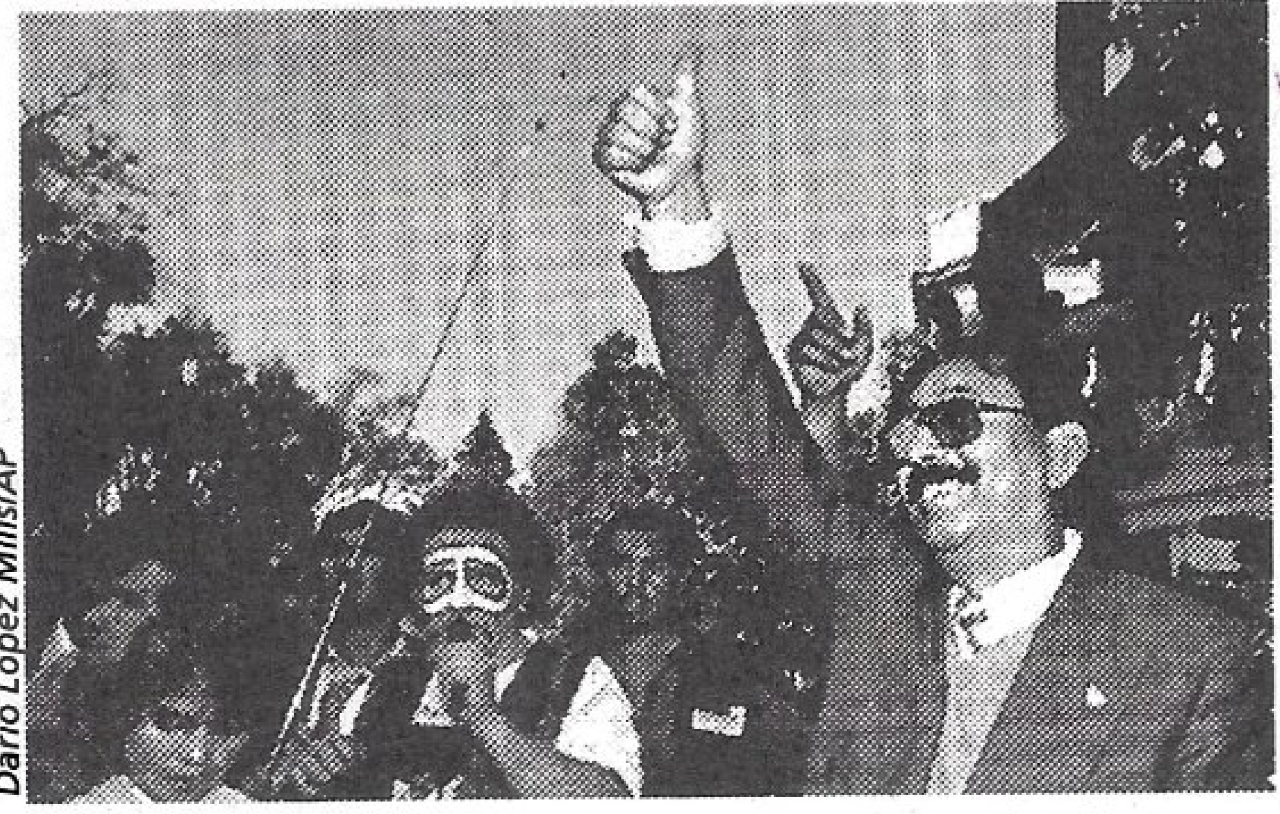
*Libération* 19.1.95

# AMÉRIQUES

## Accord politique national à Mexico et trêve au Chiapas

**Mexico,**
de notre correspondant

**Les trois partis d'opposition représentés au Parlement mexicain et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis soixante-cinq ans) ont conclu mardi soir un «accord politique national» prévoyant une réforme électorale et censé ouvrir la voie à la démocratie au Mexique.**


Dario Lopez Mills/AP

A Mexico, dimanche, le gouverneur «parallèle» du Chiapas, Amado Avendano, fait le signe de la victoire.

Le texte définit les bases d'un *«régime présidentiel équilibré»* et d'un *«fédéralisme renforcé»*. Il annonce notamment l'installation immédiate d'une table ronde réunissant le gouvernement et les quatre partis afin de définir une *«réforme électorale définitive»* au plan fédéral, de trouver une *«solution immédiate»* aux conflits postélectoraux en cours et de mettre au point une réforme politique du district fédéral (la capitale mexicaine), actuellement gouverné par un *«régent»* désigné par le chef de l'Etat.

*«Une ère historique s'achève, une autre commence!»*, a promis Ernesto Zedillo, président de la République, au terme de la cérémonie de signature. *«A partir de cet instant, l'avancée de la démocratie sera fondée sur le dialogue national»*, a-t-il alors assuré aux leaders des quatre grandes formations politiques du pays réunis dans l'immense salon protocolaire de la présidence: Maria de los Angeles Moreno pour le PRI; Carlos Castillo Peraza pour le Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite); Porfirio Muñoz Ledo pour le Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche); Alfredo Anaya pour le Parti des travailleurs (PT, un petit mouvement populo-gauchiste soupçonné d'être financé par le pouvoir pour affaiblir la gauche traditionnelle).

### «Une refondation de la République»

Alors qu'Ernesto Zedillo n'en finissait pas de congratuler ses adversaires politiques, Octavio Paz –prix Nobel de littérature– confiait à la presse: *«Cela peut paraître ambitieux, mais je crois que nous venons d'assister à une refondation de la République...»* Plus méfiant, Carlos Monsivaïs, l'un des écrivains de gauche les plus critiques du régime, ajoutait: *«Attendons quelques mois pour savoir s'il s'agit bien d'un événement historique, pour savoir si le mensonge fait toujours partie ou non de nos mœurs politiques.»*

Malgré la promesse solennelle du Président de jouer le jeu d'une *«démocratie véritable»*, le plus dur reste à faire car une réforme électorale authentique pourrait signifier, à terme, la perte de contrôle du PRI sur près de la moitié du territoire national, y compris la capitale. Aussi, le président du PAN, Carlos Castillo Peraza, a-t-il tenu à préciser: *«Ni le double langage ni le chantage ne doivent trouver leur place dans le cadre du processus qui s'engage.»* Pablo Gonzalez Casanova, universitaire de renom sympathisant de la cause des rebelles zapatistes, ne cachait pas pour sa part sa satisfaction, affirmant que c'était là l'occasion pour le Mexique de fonder une démocratie exemplaire pour le monde.

### «Cessez-le-feu unilatéral et indéfini»

«Don Pablo», membre de la Commission de médiation (Conai) entre le gouvernement et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), savait peut-être déjà qu'une autre bonne nouvelle attendait les participants à la grand-messe démocratique convoquée par Ernesto Zedillo: l'annonce, au même moment par l'EZLN, d'un *«cessez-le-feu unilatéral et indéfini»* destiné à favoriser la *«négociation d'une trêve stable»* au Chiapas.

Répondant au communiqué du «sous-commandant Marcos», et en écho aux serments démocratiques du nouveau Président, les blindés de l'armée mexicaine se sont repliés en bon ordre de Simojovel et Larrainzar, deux des fiefs rebelles des «hauts» de San Cristobal. Les conditions semblent donc remplies pour que s'engage, entre le pouvoir et les différentes oppositions, la négociation globale rendue inévitable par la crise économique déclenchée par la dévaluation du peso, fin décembre.

La signature de l'accord politique national et l'annonce du cessez-le-feu au Chiapas interviennent –c'est sans doute plus qu'une coïncidence– à la veille du débat, au Congrès américain, sur l'octroi d'un crédit de 40 milliards de dollars (212 milliards de francs) au Mexique. Pour pouvoir se consacrer à plein temps à la reconstruction de sa fragile économie, Ernesto Zedillo a dû, dans un premier temps, faire les concessions nécessaires pour calmer le jeu sur le terrain politique. Mais dans un pays aussi divisé, contradictoire et violent que le Mexique, rien n'est jamais acquis. La résolution du conflit du Chiapas, en particulier, n'est pas pour demain. Mgr Samuel Ruiz, l'évêque de San Cristobal, a jugé bon de le rappeler quelques instants seulement après l'annonce du cessez-le-feu zapatiste.

**Jean-François BOYER**

*La Liberté* 13.12.94

# Il y a trop d'experts dans le tiers monde, estime le PNUD

**Un livre critique la coopération au développement. Il estime que le gaspillage s'élève à 3,9 milliards de dollars.**

Les experts qui se penchent sur le sort du continent noir font-ils plus de tort que de bien? Oui, répond le Porgramme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans un livre intitulé «Repenser la coopération technique» [1]. D'emblée, l'auteur Elliot Berg cite l'exemple somalien: «C'est un pays qui a été gavé pendant vingt ans de l'aide dans le domaine agricole. Avant l'indépendance par les Italiens, ensuite par les Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Bilan: plusieurs famines.»

Le PNUD évalue le gaspillage à 3,9 milliards de dollars, 3,5 milliards rien qu'en Afrique pour la seule année 1990! «Le problème est que la coopération technique n'a pas permis aux pays bénéficiaires d'accroître les capacités locales; elle a surtout failli à la tâche de bâtir des institutions autonomes», écrit Berg. «On attend que les nationaux prennent, à leur départ, la relève des experts. Or ce n'est que rarement le cas.»

### ILS NE PEUVENT RIEN DIRE

«Là où il n'y a pas du personnel local qualifié, l'assistance étrangère est indispensable», souligne Berg. Comme en République centrafricaine. En 1985, 42 médecins étrangers étaient affectés au service hospitalier; il n'y avait que cinq médecins locaux. Mais la situation était inverse au Mali. En 1988, 152 médecins locaux formés dans des Universités européennes, étaient au chômage alors que 73 médecins français et allemands travaillaient dans le cadre de la coopération. En 1989, 810 diplômés universitaires étaient au chômage au Burkina Faso, soit presque exactement le même nombre d'expatriés résidant dans le pays. Beaucoup de ces diplômés avaient été formés dans les mêmes spécialités que les experts.

Si les étrangers débarquent souvent avec des équipements dont les pays pauvres ont besoin, ceux-ci ne peuvent, cependant, rien dire ni sur le nombre ni sur la désignation des experts. Il évoque également la frustration créée par la présence d'experts étrangers au sein des équipes locales. Ces derniers bénéficient des salaires dix fois supérieurs et mènent un train de vie impensable par les locaux.

Exercice d'autoflagellation? «Non», répond Jean Fabre, chef de l'information du PNUD à Genève. «Si on n'est incapable de faire sa propre critique, on ne peut pas progresser. Pendant trop longtemps, on pensait qu'on avait raison dans notre travail. Cette étude nous oblige de changer notre attitude», déclare-t-il.

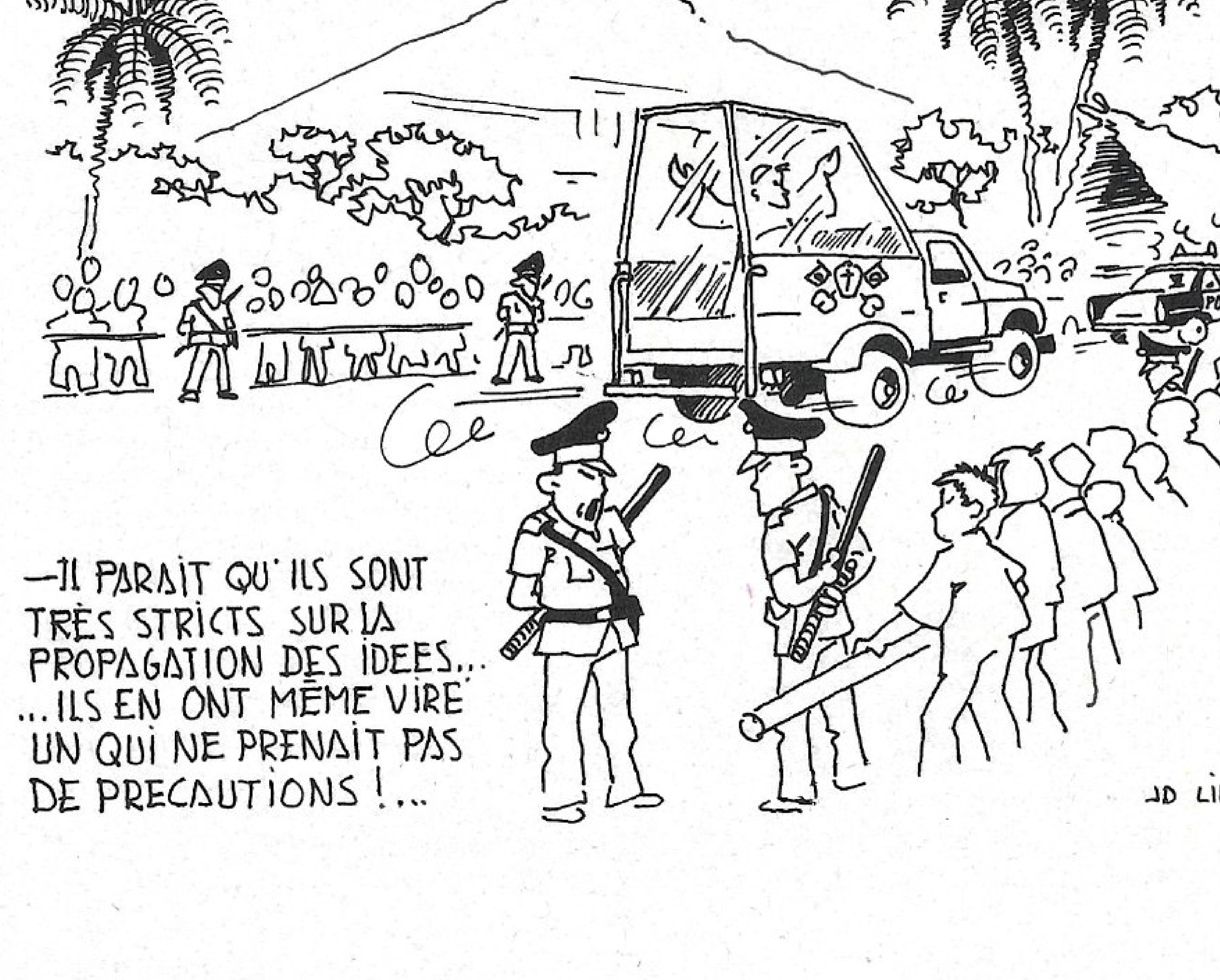
Pour Jean Fabre, le PNUD a pris conscience des failles depuis plus d'une année et depuis, l'organisation connaît une profonde transformation. Le personnel s'y adapte graduellement. «Mais ce n'est pas suffisant», affirme-t-il. Et d'ajouter «tout Etat donateur et les agences de coopération doivent changer d'attitude.»

Depuis sa sortie il y a environ un mois, le livre de Berg fait un tabac parmi les fonctionnaires internationaux à Genève. «Je crois qu'il y a prise de conscience au sein de toutes les organisations onusiennes. Maintenant, il faut qu'elles passent à l'acte et repensent la coopération», suggère Jean Fabre. Comme l'a écrit, à propos de ce livre, Mahbub ul Aaq (conseiller au PNUD): «L'Afrique est sans doute le continent qui a reçu le plus de conseils mais il n'a pas toujours été bien conseillé.»

RAM ETWARREA / InfoSud

[1] *Elliot Berg: Repenser l'assistance technique, Paris, Economica, 1994.*

# Paroles d'un évêque




*par Jean-Marie Pasquier*

**Quand cette page paraîtra, les médias se seront tus, et Jacques Gaillot lui-même se sera peut-être retiré pour un temps dans le silence. Mais ses paroles restent, douces et brûlantes, et plutôt que de parler encore de lui – ce n'est pas ce qu'il souhaite –, laissons-lui la parole. Qu'il nous redise ce qui lui tient à coeur, ce qui compte pour lui.**

**Ce qui le motive**

*«D'une part, je me sens aimé par Dieu, Jésus est vivant sur mon chemin. Son Amour m'habite, cela me donne la paix du coeur. Et puis, il y a tout ce peuple invisible, de petits, de pauvres, d'exclus... Cet ancien alcoolique en pleine détresse morale qui trouve la force de m'écrire: «vous êtes venu m'aider. Aujourd'hui, je sais que vous avez des ennuis, et je voudrais vous aider.» Tous ceux-là me confortent dans la route à suivre. Ce sont des clins d'oeil de Dieu.»*

**La liberté évangélique**

*«J'admire la liberté de Jésus dans l'évangile, qui va partout, qui sait en faire trop, et qui ne loupe aucune occasion de se «faire rentrer dedans». J'imagine ce que devaient penser Marie, ses amis et sa famille... Il accumule les gaffes, c'est extraordinaire, il ose franchir les barrières, culturelles, politiques, sociales.»*

*«Le fait d'avoir été évêque a été un enfantement, une sorte de déchirure qui m'a permis d'aller au-delà, plus loin... A partir du moment où j'ai été nommé évêque, j'ai considéré que ma parole devait se libérer... Il faut qu'un évêque ose dire «je»... Il faut que les chrétiens disent «je»... Ma vocation c'est d'éveiller à la liberté, à la manière de Jésus dans l'évangile, de délivrer ce message d'espoir qui fait que des hommes et des femmes peuvent se mettre debout.»*

**La communion dans la diversité**

*«Pour moi, être évêque, c'est être avec un peuple. Mon premier horizon, ce sont les gens. Je suis lié aux incroyants, aux juifs, à ceux d'autres confessions, tout un peuple invisible. Ma communion dans la foi avec les évêques et avec l'évêque de Rome est totale... Je ne cherche pas à ce que les autres soient comme moi. Ce que je souhaite de mes frères évêques, c'est qu'ils soient eux-mêmes, et que la différence ne soit pas perçue comme une menace. Tous ensemble nous sommes responsables de l'évangile, chacun à sa manière.»*

**L'évêque des «autres»**

*«Un évêque est celui qui passe sur l'autre rive. Aller dans la maison des autres. Faire Eglise en allant chez les autres. Ce qui m'importe, c'est de rejoindre les gens... J'ai à annoncer l'évangile pour la foule immense des non-chrétiens. Il y a un diocèse invisible.»*

**Une Eglise aux yeux ouverts**

*«Il nous faut mettre au monde, d'urgence, une Eglise qui prenne au sérieux les hommes qui sont à l'œuvre pour créer un monde vivable pour tous. Une Eglise qui regarde avec bienveillance et qui encourage les recherches avec leurs risques, les découvertes et les réussites.*

*Qu'elle se présente «servante et pauvre» aux hommes des temps qui viennent, comme aux lendemains de la première Pentecôte. Qu'elle laisse la Parole à l'Esprit qui l'habite.»*

# Espoirs de paix au Mozambique

*Anne-Marie et Arthur Sauter*

**Anne-Marie et Arthur Sauter ont vécu au Mozambique de 1969 à 1977. Ils travaillaient au Centre œcuménique de Ricatla, à la formation des pasteurs.**
**En 1994, ils sont retournés par deux fois au Mozambique: à titre privé en juillet, puis en octobre, à l'occasion des élections.**
**Arthur Sauter a travaillé alors comme observateur international, dans le cadre d'un projet du Conseil chrétien du Mozambique.**
**Anne-Marie Sauter a suivi les événements dans le cadre de son activité de journaliste à la Radio suisse romande.**

Longue bande de terre bordée par l'Océan indien au sud du continent africain, le Mozambique a la triste réputation d'être le pays le plus pauvre de la planète.

Indépendant depuis 1975, il a été laminé par 17 ans d'une guerre civile particulièrement cruelle entre le Frelimo (Front de libération du Mozambique), parti unique au pouvoir depuis l'indépendance, et la Renamo (Résistance nationale mozambicaine), mouvement armé de résistance nationale.

Cette guerre a été largement soutenue par l'Afrique du Sud qui, à l'époque, avait tout intérêt à déstabiliser un voisin noir et indépendant.

En octobre 1992, l'accord de paix signé à Rome, a permis à un cessez-le-feu de s'installer dans tout le pays et l'automne dernier, les Mozambicains se sont rendus aux urnes pour les premières élections pluralistes du pays.

## Des élections loyales

Il s'agissait d'élire le président de la république et les membres de la nouvelle Assemblée nationale.

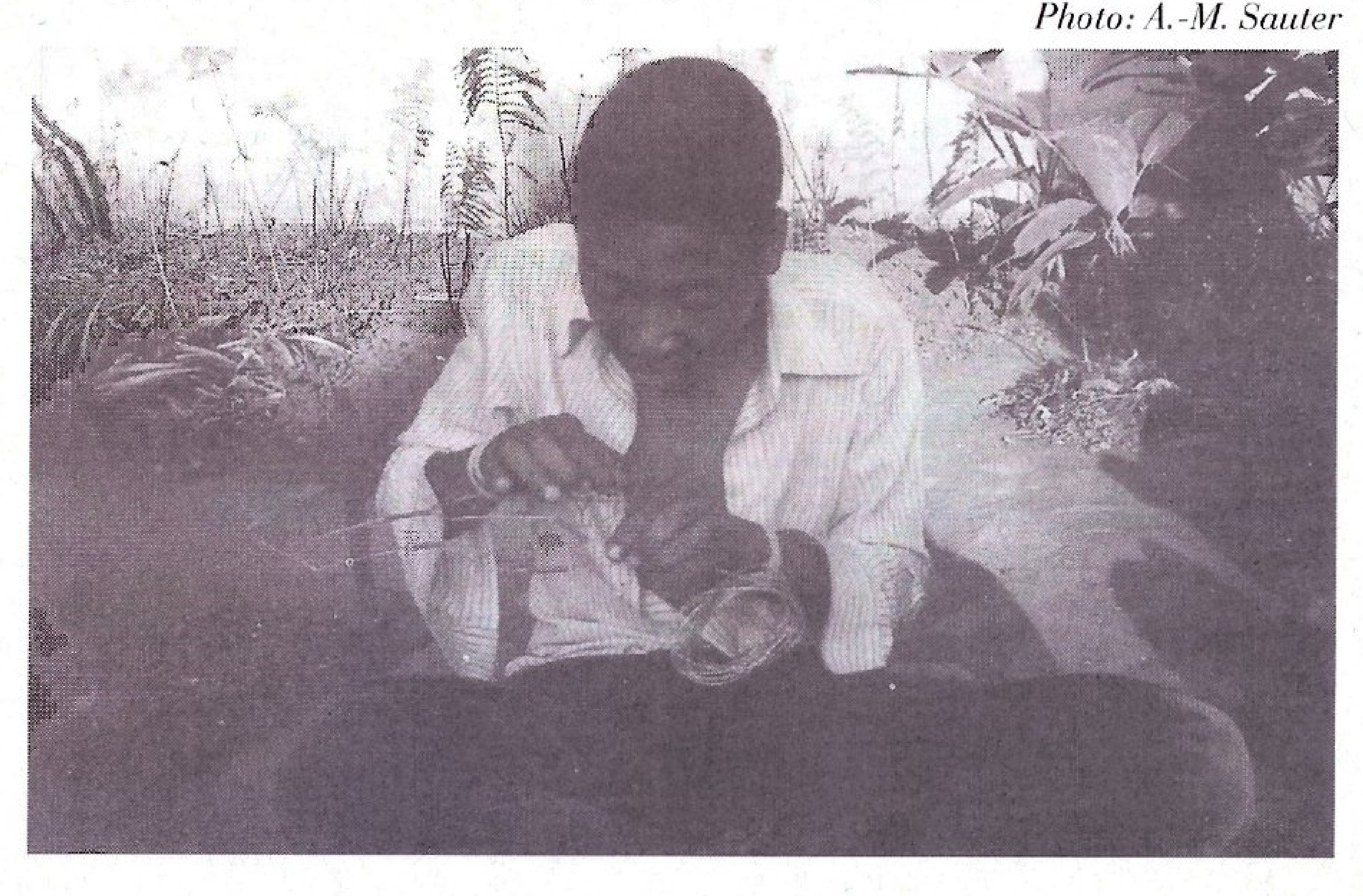
12 candidats à la présidence et 14 partis se présentaient. Mais en fait, seuls les deux ennemis de hier, le Frelimo et la Renamo, s'affrontaient: Joaquim Chissano, le président sortant et Afonso Dlakhama, chef de la Renamo étaient les deux principaux candidats à la présidence.

Grâce à l'excellent travail de la Commission nationale des élections, qui a préparé la population à ce scrutin, qui a formé les responsables des bureaux de vote, grâce aussi à l'appui de milliers d'observateurs internationaux (certains mandatés par l'ONU, d'autres par les Eglises ou différentes ONG), ces élections se sont déroulées dans le calme, malgré la tentative de boycott annoncée en dernière minute par la Renamo. La population s'est massivement rendue aux urnes et aucune irrégularité grave n'a été constatée.

L'ancien président du Mozambique est sorti vainqueur de ce scrutin. Il est donc à nouveau président de la république, mais cette fois démocratiquement élu. Il a obtenu 54% des suffrages contre 34% à son principal rival Afonso Dlakhama.

A l'Assemblée nationale, le Frelimo est en tête avec 45% des suffrages, contre 38% à la Renamo.

*Dans quelques heures, le rouleau de fil de fer sera transformé en hélicoptère...*
*Photo: A.-M. Sauter*



Un seul autre parti a passé de justesse la barre des 5% de votes qui lui permet d'être représenté à l'Assemblée nationale.

En décembre, Joaquim Chissano a présenté son nouveau gouvernement qui ne fait aucune concession à l'opposition. En revanche, celle-ci devrait obtenir des postes à responsabilités dans les régions favorables à la Renamo.

A première vue, il semble donc que l'on s'achemine vers un gouvernement monocolore et une opposition forte.

### Le peuple ne veut plus de la guerre

La réussite de cette étape essentielle dans le processus de paix permet d'espérer un avenir plus paisible pour le Mozambique.

Même si la situation économique demeure catastrophique, les armes se sont enfin tues.

Après 17 ans d'une guerre qui s'est faite essentiellement sur le dos de la population civile, les Mozambicains en ont assez de la guerre.

Une preuve parmi d'autres: l'an dernier 75'000 soldats du Frelimo et de la Renamo ont été démobilisés. Le gouvernement devait alors remettre sur pied une nouvelle armée de 30'000 hommes. En octobre, il n'en avait trouvé que 12'500, dont la moitié d'officiers!

### Une catastrophe économique

Dans les premières années de l'indépendance, le gouvernement, de tendance marxiste-léniniste, a tenté d'imposer une économie planifiée. Les erreurs de gestion, le sabotage organisé par plusieurs grandes puissances occidentales, la chute du communisme et de l'empire soviétique, et la guerre ont conduit le pays au désastre.

Changement de cap en 1989. Face à cette impasse, sur la pression de la Banque mondiale et du FMI, le pays se lance alors dans l'économie de marché.

Aujourd'hui cette politique a des effets désastreux, en particulier sur l'emploi, la santé et l'éducation.

Les différences sociales se radicalisent... Quelques très riches d'un côté, une immense majorité de personnes dans une pauvreté extrême de l'autre. La classe moyenne est en voie de disparition.

Et la présence de très nombreux coopérants étrangers à Maputo n'est pas étrangère à cette dérive. Ils sont bien payés, en dollars, et peuvent tout acheter.

Au centre de la capitale, on trouve des télés couleur, du whisky ou des chaînes hi-fi, alors qu'à quelques centaines de mètres de là , les réfugiés de la guerre croupissent dans une misère totale, porte ouverte au banditisme et à la corruption.

### Votei, votei...

*Les femmes rencontrées au bord du chemin viennent de voter et montrent fièrement leur index trempé dans l'encre indélébile.*

*Pourtant, dans un pays qui compte plus de 90% d'analphabètes, le processus ne va pas sans mal.*

*Bien sûr, à côté du nom de chaque candidat, il y a son portrait en photo sur la liste et les différents partis sont représentés par des sigles. Ceux qui ne savent pas écrire n'ont qu'à marquer le candidat de leur choix d'une empreinte digitale.*

*Encore faut-il savoir tourner le bulletin dans le bon sens, le plier de façon que l'encre ne dépose pas sur un deuxième candidat, ce qui annulerait le vote, puis trouver comment le glisser dans l'urne.*

*Il faut surtout s'être persuadé que le vote est secret et que chacun a le droit de choisir le candidat de son choix sans risquer par la suite de règlement de compte.*

*La population ne s'est pas laissée arrêter par la difficulté de la tâche.*

*A l'aube du premier jour, de longues files d'attente s'étiraient devant les bureaux de vote, tandis qu'ailleurs régnait un silence tout-à-fait inhabituel.*

*Certains étaient là depuis minuit. D'autres les avaient rejoints à deux ou trois heures du matin. Tous voulaient être présent à 7 heures, pour l'ouverture de ce scrutin historique.*

*Gravité, fierté, espérance... courage aussi: c'est ce qu'on pouvait lire sur les visages de ceux et celles qui, pour la première fois, avaient le droit de s'exprimer sur ce sujet.*

### L'Association des amis de l'enfant

L'un des principaux problèmes de l'après guerre est celui des enfants des rues. Ils y a ainsi des milliers de gamins, abandonnés ou orphelins. Livrés à eux-mêmes, ils rôdent dans les rues, dorment dehors, dans des maisons en ruines ou se bâtissent parfois des abris de fortune à l'aide de vieux cartons et de roseaux.

Beaucoup d'entre eux ont connu les atrocités de la guerre... Certains ont eux-mêmes commis des actes abomi-



nables. Souvent gravement perturbés, ils ont beaucoup de peine à respecter les règles les plus élémentaires de la vie sociale.
Ils n'ont rien à perdre et sont souvent prêts à tout pour trouver un peu d'argent ou de quoi se nourrir.

## Le prix de la guerre

Sur seize millions d'habitants, la guerre a fait un million de morts. Quatre millions de personnes ont été déplacées et un million et demi ont fui à l'extérieur du pays.

On estime à deux millions le nombre de mines antipersonnelles enfouies dans le sol mozambicain... Des mines qui continuent à faire quotidiennement des victimes.

En ville en tout cas, ils sont un facteur important de l'insécurité qui règne partout.

Quelques institutions cherchent à encadrer ces enfants, à leur donner une formation et à les réinsérer socialement.

L'originalité de l'Association des amis de l'enfant, c'est qu'elle travaille en milieu ouvert.

L'expérience a souvent montré que la vie en institution était extrêmement difficile pour des enfants jusque-là totalement livrés à eux-mêmes.

L'Association des enfants des rues les reçoit pour la journée lorsqu'ils en ont envie.

De temps à autre, un éducateur fait un tour au centre-ville pour garder le contact avec ceux qui n'ont pas réapparu depuis longtemps et leur proposer de revenir. Mais il n'y a pas d'obligation.

Lorsqu'ils arrivent à l'Association, ces jeunes sont habillés, nourris... On vérifie s'ils ont des problèmes de santé, les cheveux pleins de vermines sont coupés, les plaies soignées... Bref! On leur octroie un peu d'un bien-être qui leur a toujours manqué et qui leur permet de reprendre pied.
A l'Association, ceux qui le désirent peuvent apprendre à lire et à écrire, un groupe de musique et de danse s'est formé... Il s'agit aussi d'entretenir le grand jardin de la propriété prêtée par le gouvernement. Enfin, beaucoup passent du temps à construire des jouets en fil de fer. La vente des ces voitures, motos et autres bicyclettes leur procure un peu d'argent.
Même si la participation est totalement libre, le nombre des jeunes qui viennent à l'Association ne cesse d'augmenter.

En revanche, les filles n'y viennent pas. Il ne s'agit en aucun cas d'un choix délibéré. Mais la plupart des filles de la rue se débrouillent grâce à la prostitution et gagnent suffisamment d'argent pour ne pas avoir un urgent besoin de se réinsérer.

### Le Mouvement pour la paix

Plus jamais la guerre! Combien de fois n'a-t-on pas entendu cette phrase répétée comme une incantation pour conjurer le mauvais sort! Mais certains sont allés plus loin et ont mis sur pied le Mouvement pour la paix.

Chrétiens, musulmans et bouddhistes s'y retrouvent, mais aussi toutes sortes de personnalités qui ne sont pas liées à l'un ou l'autre des mouvements religieux et qui appartiennent à diverses formations politiques.

Avant les élections, ce groupement n'a pas ménagé ses appels à l'un ou l'autre des partis pour demander que le résultat du scrutin soit respecté et que l'on ne reprenne pas les armes.

Une marche pour la paix à travers les rues de la capitale (avant les jours d'élections, mais après la fin de la campagne électorale) a certainement contribué à renforcer le sentiment qu'il fallait éviter par tous les moyens de reprendre les armes.

Les femmes de ce mouvement se sont également réunies en séminaire en octobre dernier pour tenter de voir comment, concrètement, donner le plus de chances à la paix.

La situation des démobilisés était l'un des points chauds. Plusieurs milliers d'entre eux n'avaient pas encore reçu l'argent promis pour se réinsérer dans la vie civile. Ils attendaient dans leur caserne, désoeuvrés, manquant de nourriture... En août déjà, du Nord au Sud du pays, certains d'entre eux s'étaient mutinés pour marquer leur colère. Et en octobre, ils menaçaient de boycotter les élections.

Face à cette menace réelle, les femmes pour la paix se sont rendues dans le bureau du responsable des démobilisés. Elle l'ont invité à l'une de leurs réunions, et après une vaste discussion, il s'est engagé publiquement à renoncer au boycott des élections. Engagement qui fut respecté et qui a certainement contribué à renforcer la stabilité dans le pays.

*A quelques heures du début des élections, la population est dans la rue pour demander que la guerre ne recommence jamais plus.* *Photo: A.-M. Sauter*



## Réception téléphonique de FSF

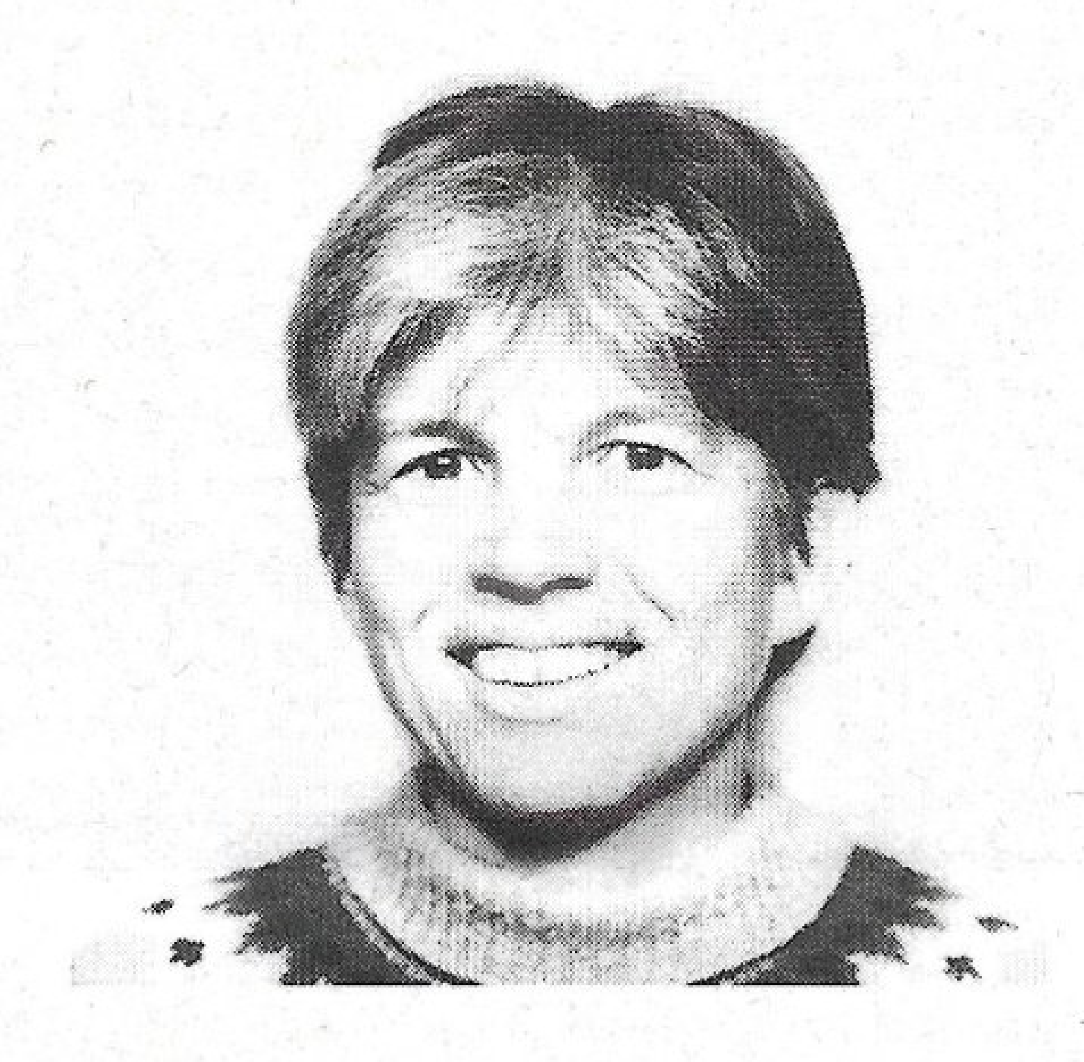
Le secrétariat de Frères sans Frontières vous informe d'une modification de ses horaires de réception téléphonique. En effet, pour des questions d'organisation du temps de travail,

**les appels seront désormais reçus le matin uniquement de 8 à 12 heures**

En cas d'urgence, vous pouvez laisser un message par fax au N° 037/82 12 43.

Le secrétariat vous remercie d'en prendre bonne note et vous remercie de votre compréhension.

## Départ



**Ciliane Haselbach**, infirmière, de Winterthur, s'est envolée le 2 novembre 1994 pour Haïti.
Un «retour au pays» puisque Ciliane s'était déjà engagée auprès du peuple haïtien de 1980 à 1984 et de 1989 à 1990. Mandatée par le diocèse de Gonaïves, sous la responsabilité directe du Père Georges Conus, elle est chargée d'assumer la formation systématique d'agents de santé, de dispenser des cours pratiques relatifs à l'hygiène, à la nutrition et à la connaissance du corps; elle s'occupe également de l'accompagnement de groupes de femmes et assure un appui ponctuel aux consultations du dispensaire.
*Son adresse:*
*c/o Mlle Anny Helfenstein,*
*rue Marguerite 12,*
*Port-au-Prince, Haïti (W.I.)*

## Décès

**Adeline Crittin**, décédée le 29 octobre 1994, mère d'Estella Crittin, ancienne volontaire à la Réunion.

## Naissances

**Aline Estier**, née le 25 octobre 1994, au foyer de Virginie Estier Dos Santos, volontaire à Camamu-Bahia, et d'André Dos Santos.
*Leur adresse:*
*125, rua do Campo, Camamu/-(BA), CEP 45 445 000, Brésil*

**Rafael Angelus Graf**, né le 31 octobre 1994, au foyer d'Ottilia et Gebhard Graf-Egger, ancien volontaire en Guinée.
*Leur adresse: Châtillon 26, 2515 Prêles*

**Thérèse Cuennet**, née le 27 novembre 1994 au foyer de Catalina Mas Busquets et de Jean-François Cuennet, anciens volontaires en Equateur.
*Leur adresse: Cirerer 26 A, 1D, 07008 Palma de Majorque*

## Invitation à l'AG extraordinaire

Une assemblée générale extraordinaire aura lieu le samedi 25 février 1995, à 14 heures, à Notre-Dame de la Route/Villars-sur-Glâne. Elle a pour but l'examen détaillé de la version des statuts rénovés qui seront présentés pour ratification à l'Assemblée Générale du 11 juin 1995.

Si vous n'avez pas reçu d'informations directes au sujet de cette AG extraordinaire et que vous désiriez y participer, veuillez vous adresser à notre secrétariat, N° 037/82 12 40.

**Frères Sans Frontières**
Service pour le développement, Fribourg
cherche

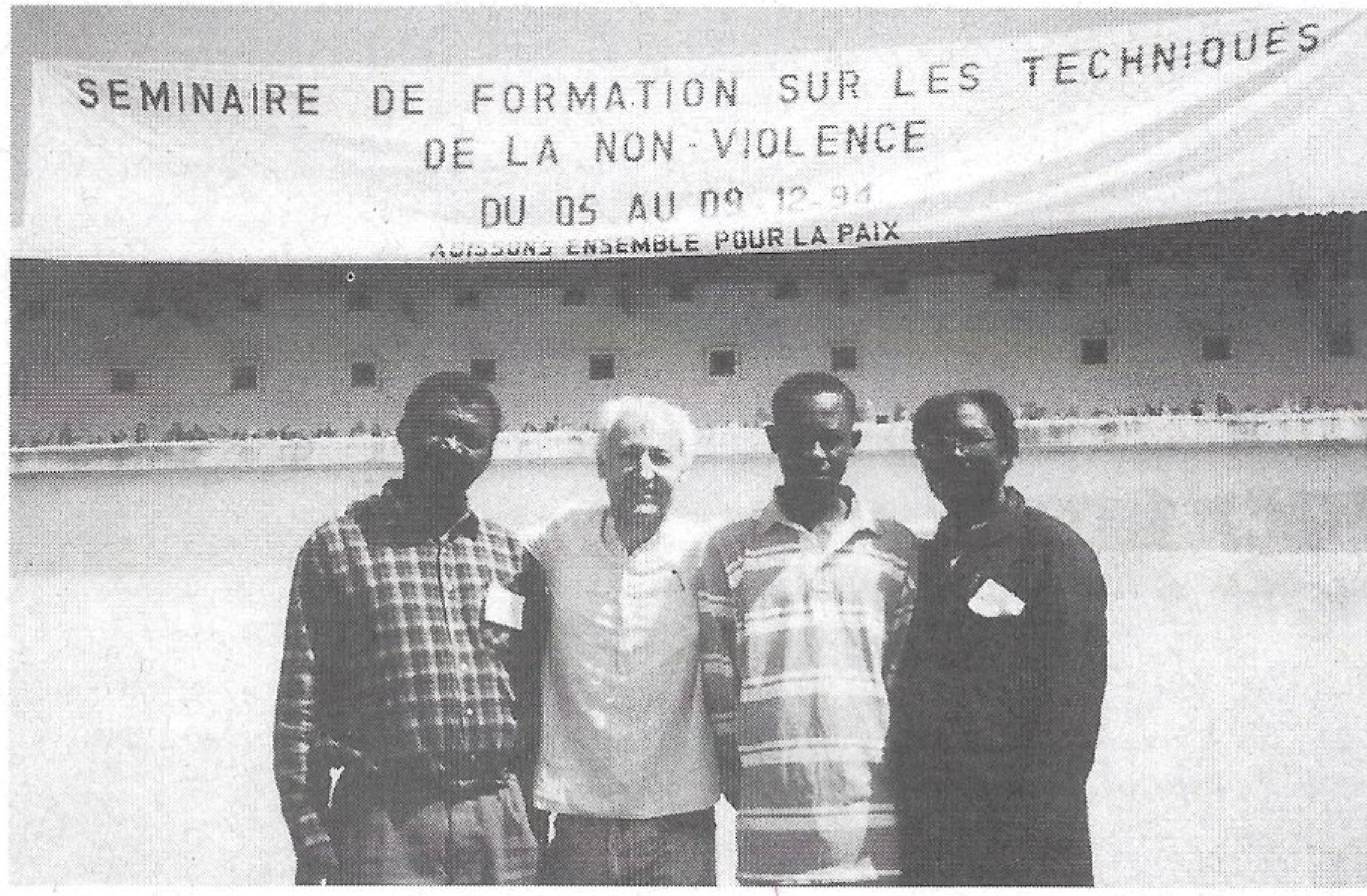
## un administrateur financier à 100%

- formation désirée: gestion comptable et financière
- intérêt pour le volontariat outre-mer et l'engagement en Suisse
- maîtrise de la comptabilité sur ordinateur
- connaissances des outils informatiques (traitement de texte...)
- capacité de travailler dans une petite équipe
- souplesse et disponibilité dans les tâches de secrétariat

Entrée en fonctions: **avril 1995**

Faire offres de service manuscrites jusqu'à fin février 1995 au:
**Secrétariat de Frères Sans Frontières, CP 129, 1709 Fribourg**

# Entre violence et espérance




*L'équipe d'animateurs du séminaire de Moundou: Julien, Jean-Denis, Mand, Marc.*

## Mon expérience de formateur à la non-violence en mission au Tchad

***Jean-Denis Renaud***

**Sociologue et formateur, ancien permanent de la Branche suisse d'Eiréné et ancien membre de l'équipe d'Interrogation, Jean-Denis Renaud a été appelé par l'Association Tchadienne pour la Non-Violence (ATNV) à animer du 5 au 9 décembre 1994 un «Séminaire de formation à la gestion non-violente des conflits» à Moundou, à 500 km au sud de N'Djaména.**

Si l'ATNV m'a demandé d'intervenir et a pris en charge le séminaire, c'est Eiréné international qui en a obtenu le financement et m'a mis à disposition le «conseiller culturel» tchadien Mand Ryaïra, natif du sud du pays et ayant étudié les sciences politiques en France, donc parfaitement biculturel. Son épouse française Ghislaine, comme lui volontaire d'Eiréné au Tchad, s'est aussi dévouée sans compter et nous a notamment véhiculé sur plus de 1000 km, le plus souvent sur des pistes.

«Si le processus de transition démocratique est réjouissant (bien que constamment menacé), la situation précaire de l'économie du pays s'est encore dégradée» commenta Ghislaine. Ce que j'avais lu en condensé dans les rapports des associations des Droits de l'Homme se confirmait avec certaines nuances et s'incarnait dans mon quotidien: les conflits violents étaient nombreux et l'insécurité assez largement répandue. La criminalité urbaine n'avait rien à envier aux grandes villes américaines: vols à main armée de véhicules (plusieurs lors de mes 10 jours à N'Djaména), règlements de compte (un officier abattu à 300 m de chez moi sur sa moto à 19 h 00), armée aux méthodes expéditives (une personne lestée d'une pierre, jetée dans la rivière Logone la nuit par des hommes en uniforme, lors de ma semaine à Moundou), accrochages entre forces armées régulières et mouvements insurrectionnels (2 jours avant mon arrivée à Moundou, 30 soldats ont déserté l'armée et, après pillage de l'arsenal, sans doute rallié les rebelles de Laokein Bardé Frisson au sud du pays. J'ai vu l'échantillon d'un stock de coton brûlé de dépit par des soldats bredouilles après une perquisition à la recherche d'armes).

Massacres de villageois par l'armée en représailles à une attaque de la guérilla, conflits meurtriers entre éleveurs et agriculteurs: d'une certaine manière, me dit-on à Moundou, «la guerre civile de 1979 (Nord arabophone et musulman contre Sud chrétien et animiste) n'est pas terminée».

Mais les réactions de personnes courageuses et pacifiques s'organisent. Fondée en 1991 à Moundou, l'ATNV est présidée avec beaucoup d'énergie et de compétence par Julien Beassemda avec l'aide de Marc Mougnan, secrétaire général et d'un bureau. Elle compte déjà plusieurs centaines de membres, principalement des protestants évangéliques des cinq préfectures du sud du pays, répartis dans 38 cellules (dont une à N'Djaména).

Les 120 participants du séminaire venaient souvent de fort loin et comprenaient aussi des membres d'autres associations: Tchad Non-Violence, la ligue Tchadienne des Droits de l'Homme, l'Association Tchadienne pour la Promotion des Droits de l'Homme,... Ils étaient fonctionnaires, paysans, étudiants, pasteurs et évangélistes. Champ de leurs conflits: de l'interpersonnel au socio-économico-politique. Au programme: rappel des notions de base, dynamique des conflits, intervention d'une tierce partie: conciliation et médiation, communication non-violente (inspirée de Marshall Rosenberg).

Je souhaite que face à un pouvoir militaire central soutenu de l'extérieur qui s'approprie les impôts et autres droits de douane, les mouvements non-violents tissent une internationale de la solidarité. Les organisations les plus aisées et les moins exposées soutiendront leurs soeurs défavorisées dont les activités si peu lucratives sont pourtant payées au prix fort de leur sang.

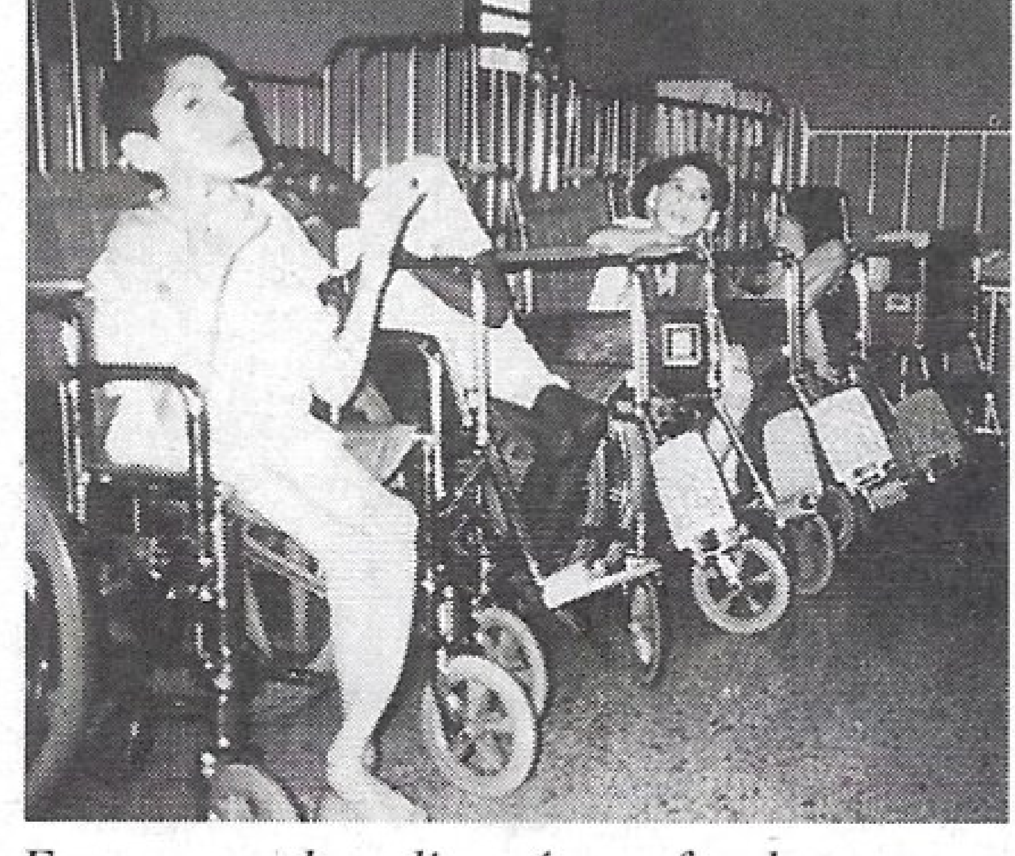
# Un nouveau projet à Cuba

***par Sylvia Theiler***
***traduction de Philippe Wyss***

**Ergothérapeute de formation, Sylvia Theiler s'envole vers Cuba au mois d'avril pour aller travailler comme volontaire dans un projet à la Havane. Elle est rentrée d'une visite à Cuba en octobre 94, afin d'organiser son travail. Le projet lui-même est soutenu par Médicuba et la Centrale Sanitaire Suisse.**

Le foyer pour handicapés profonds se trouve dans une superbe villa avec cour intérieure, dans un quartier périphérique de la Havane. Plus d'une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants entre 8 et 45 ans logent dans de grande salles aux lits en acier chromé. Au milieu de la matinée, presque tous les patients sont installés dans leur fauteuil roulant, chacun seul devant son lit. Je vois des handicapés avec de telles déformations que je ne peux pas m'imaginer qu'ils aient jamais bénéficié de physiothérapie. Mise à part une ergothérapeute, complètement seule et déconcertée face à la tâche, il n'y a pas de personnel thérapeutique. Les jeunes de la chambre des garçons me touchent particulièrement, huit paires d'yeux aux regards vides et apathiques sortant de visages étroits.

Ces images m'accompagnent lors de ma visite auprès de Bruno Bello, directeur local des autorités sanitaires. Il est midi, le petit ventilateur bourdonne, mais peine énormément pour chasser la chaleur de la pièce. Une secrétaire s'excuse du manque de café et nous offre deux gobelets métalliques avec de l'eau. Bello parle fièrement du Système de santé progressiste de Cuba, mais remarque qu'il n'y a pas d'accompagnement thérapeutique institutionnel pour les enfants préscolaires. Les enfants sont enregistrés médicalement, on fait le diagnostic du handicap ou du retard de développement, mais il ne se passe plus grand-chose jusqu'à l'entrée dans une école spécialisée.



*Foyer pour handicapés profonds.*

Le projet de Médicuba, à savoir prendre soin de tels enfants très tôt, comblerait une lacune et obtient immédiatement l'aval de Bello. J'ai l'intention d'entreprendre des traitements thérapeutiques d'enfants handicapés et d'accompagner les parents dans la prise en charge des enfants. Des visites à domicile sont tout indiquées, puisqu'elles permettent de prendre les enfants dans un milieu de confiance, avec leurs possibilités et leurs problèmes.

A Atarès, quartier de la Havane de la commune du Cerro, existe depuis 1988 ce qu'on appelle le «Taller de transformaciòn integral» [ndt: «atelier» dans la suite du texte], un organisme de défense des intérêts de ses membres, dont les buts sont la promotion du développement social, le maintien de l'identité afrocubaine et l'amélioration de la qualité des logements. Les collaboratrices de cet organisme ont cherché le soutien de Médicuba dans le domaine du travail avec les enfants, et c'est ainsi qu'est née l'idée d'un poste d'ergothérapeute à Atarès.

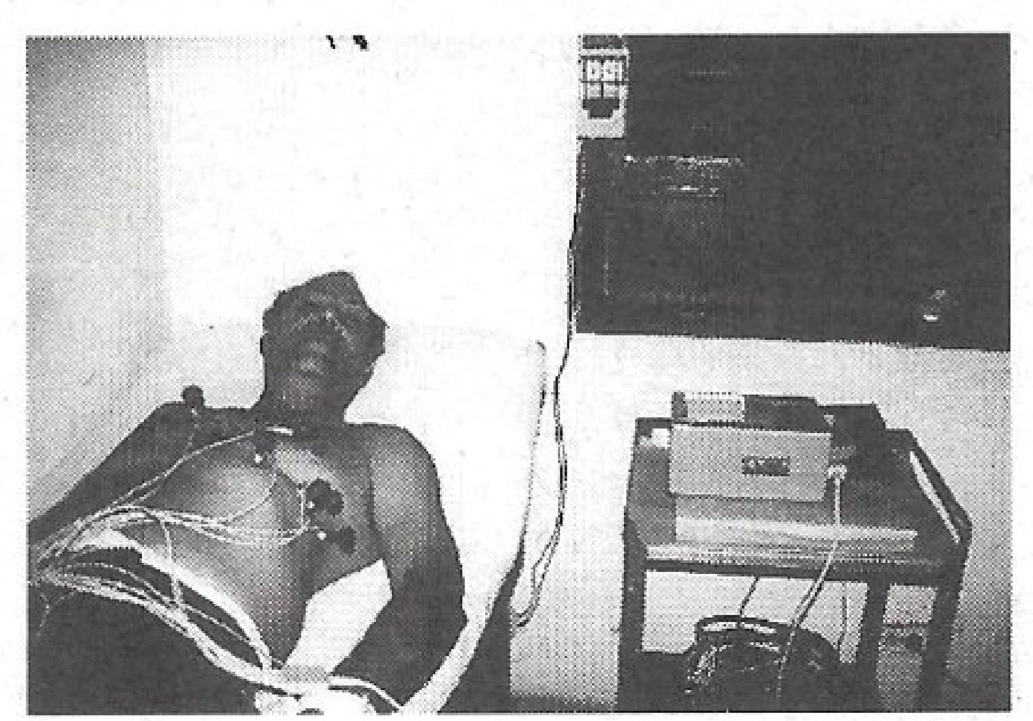
Le directeur Bello trouve mes idées réalisables et propose concrètement une collaboration avec les médecins des hôpitaux et des institutions de la commune.

En sortant dans la rue, je suis rattrapée par la chaleur brûlante. Je mange les derniers raisins secs ache-

## Informations sur le mouvement
## Un grand merci

A vous toutes et à vous tous qui avez répondu concrètement à notre appel financier de novembre dernier. Votre soutien est un solide encouragement dans la continuation de notre action et il nous aura permis de boucler l'année sans nous arracher trop de cheveux!

Notre situation financière reste cependant fragile en ce début de 1995 et toutes les personnes qui nous apportent un appui régulier sont d'une aide particulièrement précieuse en nous permettant d'assurer la continuité du travail entrepris. ***Francis Monot, coordinateur***



*Inauguration de l'appareil ECG.*

tés à Panama. J'ai faim. Avec mon vélo chinois, dont la roue avant voilée oscille dangereusement, j'atteins le seul «comedor de la calle» (= cantine dans la rue) du coin. Les repas sont servis sur trois tables aux nappes douteuses, cachées par une clôture métallique. Je m'informe du «dernier arrivé» dans la file d'attente, je m'assure que je peux obtenir un repas ici et j'enchaîne mon vélo à la clôture. Les trois tables sont occupées, et peu à peu j'observe les règles qui dictent les changements de clients. Le changement s'opère lorsque tous ont terminé de manger aux trois tables. J'ai de la chance, je fais partie du tour suivant et mes voisins de table sont agréables. Thème principal des discussions: les marchés agricoles libres, interdits depuis 1986 et nouvellement autorisés.

Contrairement au jour d'ouverture, voilà une semaine avec la présence des médias, le choix en denrées serait très modeste, selon les dires de mes voisins, et j'admire du même coup l'énorme avocat que Rigoberto a pu acheter. Il aurait coûté 15 pesos, ce qui est sans comparaison avec les salaires cubains moyens de 200 pesos. Notre repas est nettement meilleur marché. Pour 5 pesos, nous avons du pain, du riz et de la viande. Mes voisins de table commandent double ration et mettent de côté leurs restes dans de petits sacs plastic qu'ils ont amenés avec eux.

Maintenant je suis pressée, je dois passer prendre une amie cubaine qui veut m'accompagner à une fête afrocubaine à Atarès. Mon vélo me mène par une route en mauvais état vers les deux bâtiments du centre de Cerro qui surplombent les quartiers d'Atarès et de El Pilar. Ces deux colosses faits d'éléments préfabriqués détonnent complètement d'avec les constructions environnantes à deux étages, au charme gris et beige des Caraïbes. Cette fois je laisse mon vélo au «parqueo» de l'immeuble Infanta. Depuis que le vélo est devenu l'unique garantie de mobilité à la Havane, ces places de parc surveillées ont poussé comme des champignons du sol.

L'ascenseur, situé au fond d'une allée désolée n'inspire pas confiance et ne fonctionne effectivement pas, jamais lorsque je viens. Est-ce dû aux coupures de courant régulières pour cause d'économie, ou à une panne d'ascenseur, la question reste ouverte. Mon amie Grisel habite au 16ᵉ étage. Pendant que je gravis les marches en béton, des événements et des impressions des deux dernières semaines remontent à mon souvenir. Ces éternelles coupures de courant! Elles sont de plus en plus longues dans toute la ville, sauf dans le vieux quartier où des coupures de gaz ou d'électricité risqueraient de mettre en péril des installations anciennes. Ni les pompes à eau, ni les frigos ou ventilateurs ne fonctionnent sans courant, ce qui devient de plus en plus insupportable pour la population durant les mois chauds de juillet-août.

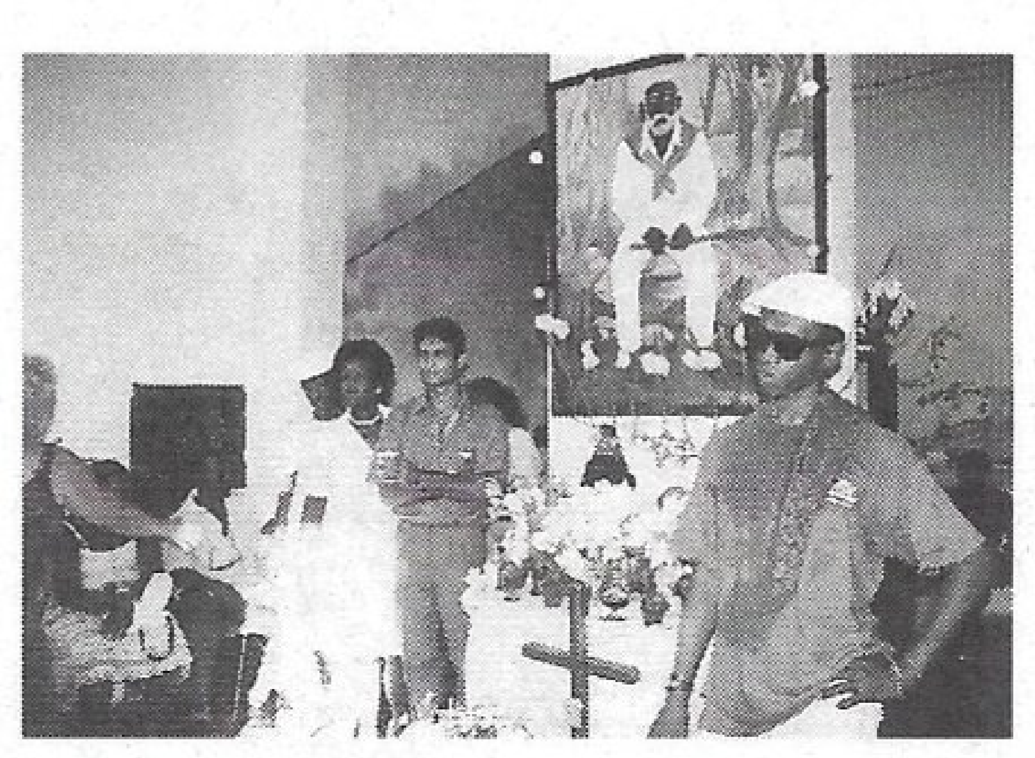
La policlinique Abel Santamaria elle-même n'est pas épargnée. Il y a peu, en visite avec le Dʳ Ricardo Perez, je devais fixer mes yeux sur sa blouse blanche afin de ne pas le perdre dans les couloirs sombres. Même sans coupure de courant, la lumière fait défaut dans les énormes et horribles halls de la policlinique, par manque de tubes néon. Le bureau du directeur, le Dʳ Perez, n'est pas éclairé, il a donné «son» ampoule aux doctoresses qui travaillent dans la policlinique! L'approvisionnement est catastrophique. on manque de tout, du désinfectant aux pansements, même les bidons de nettoyage font défaut. Les 25 médecins de famille – hommes ou femmes – travaillent pourtant avec l'énergie de toute leur compétence, mais avec l'absolu minimum en matériel médical et médicaments. Les vaccinations des enfants ont été assurées jusqu'à aujourd'hui, mais tout ce qui concerne les traitements médicaux ou les analyses de laboratoire particuliers sont souvent réservés pour les urgences.

L'orientation dans l'immeuble est difficile. Les étages ne sont pas marqués. Parfois je reconnais un chiffre inscrit à la craie... Il y a encore quelques étages jusqu'au 16ᵉ.

Afin de garantir une continuité dans les soins de santé dans un quartier marginalisé comme Atarès, Médicuba a accepté de soutenir la policlinique Abel Santamaria avec du matériel médical de première nécessité. Voilà quelques jours a eu lieu l'inauguration de l'appareil ECG donné par Médicuba. Tout était organisé, le mari d'une infirmière installé sur un lit d'examen et... coupure de courant. Dans la pénombre, les électrodes ont malgré tout été collées sur la poitrine du «mannequin» et photographiées au flash pour Médicuba!

Les marches vers Grisel sont sans fin, la cage d'escalier toujours sans lumière. Des rires d'enfants atteignent mes pensées.

Le projet principal de Médicuba – la construction d'un centre de soins ambulatoires pour médecins de famille à Atarès – correspond à une grande nécessité pour ce quartier pauvre depuis toujours.. A Cuba, les soins de santé primaire de la population sont assurés par des médecins de famille, qui ont chacun la responsabilité d'un cercle d'environ 750 habitants. Pour faciliter l'intégration des médecins, ceux-ci vivent sur place. Par manque de locaux adéquats à Atarès, ils travaillent à la policlinique, ce qui n'offre pas la même intimité aux patients qu'un lieu de



*Cérémonie chez Tato, un prêtre de «Santeria».*

traitement ambulatoire décentralisé. Je verrai grandir le projet de Médicuba de près, vu que des architectes de l'«atelier» participeront à la construction du centre de santé ambulatoire. De plus je travaillerai avec les médecins de famille de la policlinique. Ils connaissent la population de leur quartier et savent quel enfant a besoin d'ergothérapie.

Je suis particulièrement intéressée par les enfants infirmes moteur cérébraux (IMC) que je désire traiter selon la méthode Bobath. Le concept Bobath est une méthode thérapeutique de développement neurologique, très répandue dans le traitement de personnes IMC en Europe, mais inconnue à ce jour à Cuba. Nous nous sommes mis d'accord avec l'ergothérapeute du foyer pour handicapés pour que je lui enseigne, ainsi qu'à d'autres thérapeutes intéressées les connaissances et les techniques de traitement de base selon Bobath.

Enfin, le 16[e] étage! Grisel rigole, m'apporte un verre d'eau et allume le ventilateur. Il y a donc du courant, mais l'ascenseur ne fonctionne quand même pas. Même Grisel est arrivée épuisée voilà peu. Comme professeur de gymnastique, elle est aussi atteinte par la situation économique catastrophique. Elle n'a pas de ballon et il ne lui reste rien d'autre à faire que de la gymnastique à l'extérieur avec ses élèves, par une chaleur torride.

La descente dans la cage d'escalier va nettement plus vite. Nous sommes impatientes de savoir ce qui nous attend chez Tato, un prêtre de «Santeria» à Atarès. Pour aujourd'hui, l'annonce a été faite d'une cérémonie particulière de la religion afrocubaine, une cérémonie avec tambours. La responsable de l'«atelier» nous y a invitées. Elle nous attend déjà et raconte qu'elle n'a pas réussi a m'atteindre hier par téléphone, à cause des coupures causées par de fortes pluies. Sa supérieure, la directrice du Service d'état pour le développement, est d'accord avec mon engagement et désire me rencontrer personnellement le lendemain. Avec cette information elle nous glisse un verre de rhum blanc dans les mains.

Les invités arrivent peu à peu et remplissent la chambre fleurie munie d'autels pour les offrandes. Le silence se fait. Trois hommes noirs aux muscles saillants commencent avec les premiers coups de tambour. Trois rythmes différents se réunissent en un seul corps, bougent et se transforment, portent au loin, pénètrent au plus profond de chaque cellule et me font entrevoir une parcelle des mystères de Cuba.

*Pour débuter dans mon activité, j'ai besoin de matériel de thérapie et de quelques jouets. Votre soutien financier peut me parvenir par GVOM, CCP 10-20968-7, remarque: Ergothérapie, Cuba.*

## Atarès

Atarès est une région à très forte densité de population. Beaucoup d'habitations sont en mauvais état, avec de grands manques dans les installations sanitaires. Depuis son origine à la fin du siècle passé, la majeure partie de la population d'Atarès est restées pauvre, composées de noirs et de métisses, qui se sont installés là après l'abolition de l'esclavage.

Les habitants ont conservé l'identité d'un quartier d'ouvriers, tant au niveau social que culturel. Des aspects comme les religions africaines - Santeria, Palo Monte, Abakua, Spiritisme - sont intégrés dans leur vie quotidienne et en font une particularité caractéristique de la vie culturelle des quartiers. Dans les cours intérieures que l'on retrouve typiquement dans beaucoup d'habitations, les rites et les rumbas de ces religions ont ainsi pu continuer à se développer.

Vu la proximité du port, le quartier était aussi une zone de casinos et de bordels avant 1959. Il s'est développé avec une vie propre très marquée et s'est acquis du même coup une mauvaise réputation: aujourd'hui encore il est montré par les gens comme un «quartier difficile». Aussi la population qui vit à Atarès continue d'être une population marginale, bien qu'elle ait profité des progrès de la révolution. Mais négligée de manière générale, elle attend aujourd'hui encore une valorisation de la culture de son quartier.

Malgré le fait que la qualité de vie est moins bonne que dans les autres quartiers de la Havane, à cause entre autre des moins bonnes conditions d'habitation, il existe un sentiment d'identification au quartier. L'«atelier» vise à renforcer cette identification par l'intermédiaire d'une équipe interdisciplinaire qui cherche à améliorer les conditions de vie et de logement de cette partie de la ville.

Le manque de ressources matérielles rend très difficile la mise en oeuvre de ces buts. Malgré tout, le travail de l'«atelier» continue avec beaucoup d'engagement. Mais l'aide de l'extérieur comme celle offerte par Médicuba est d'autant plus importante.

***Natali Velert***

## Devant l'offensive du «réajustement» néo libéral

# *Alternatives populaires*



**Si on me laisse la parole... je continue à parler: interview par Sergio Ferrari de Domitila Barrios lors de son dernier passage en Suisse.**

***Traduction par Emmanuelle Wyss***

Les souvenirs affluent et presque 20 ans après font encore couler les larmes sur le visage tanné de Domitila, femme de mineur et militante bolivienne historique, largement connue par son livre-témoignage: «Si on me donne la parole...».

Mon intention était de traiter de la situation actuelle en Bolivie et de l'impact des politiques de réajustement dans ce pays andin. Face à elle, pourtant, n'importe quel questionnaire n'est qu'un prétexte maladroit, dépassé par les sentiments et la passion.

*«N'enregistre pas... je parle avec des amis»* murmura-t-elle dans sa langue musicale pleine de tournures indigènes, précédant le torrent débordant d'expériences personnelles qui, l'instant d'après, s'écoulait sans fin. *«En 1976 avec mon ventre prêt à éclater nous occupions la mine pour protester contre la dictature de Banzer. Les douleurs commencèrent dans la galerie de la mine dont je ne pus m'échapper que 3 jours plus tard avec mon mari. J'arrivai presque en me traînant à la maison, échappant aux soldats qui nous cherchaient de toutes parts. A peine une heure après, mes compagnes venaient me chercher parce que l'armée contrôlait le point de vente. A cette époque, j'étais la secrétaire des Femmes au Foyer, et nous sommes descendues dans la rue. Faisant face aux militaires, ils nous répondirent avec arrogance, nous insultèrent et nous frappèrent. Quand je me retournai, je me retrouvai toute seule... Il ne restait avec moi qu'un jeune de 14 ans! Je me suis enfuie et je suis rentrée avec de violentes contractions chez moi d'où j'ai dû fuir à nouveau quelques heures plus tard parce qu'ils me recherchaient pour me mettre en prison. Le travail d'accouchement fut interrompu par la peur et ce n'est que 13 jours plus tard que j'accouchai de mes jumeaux. L'un d'entre eux était mort.»*



*Domitila Barrios.*
*(Photo de Juan Carlos Jung)*

Les larmes voilent ses yeux. La gorge serrée, elle se reprend pour avancer dans le temps et dans l'espace: *«trois ans plus tard, suite à une fausse accusation à la sortie d'une épicerie, celles qui avaient été mes compagnes me frappèrent et me maltraitèrent. J'étais enceinte et je perdis mon dernier enfant».*

Domitila vit actuellement à Killacollo, aux environs de Cochabamba. Bien qu'elle ait

## «Si on me donne la parole...»

***par Sergio Ferrari***

«L'histoire que je vais raconter, je ne voudrais à aucun moment que vous la considériez comme mes problèmes personnels. Parce que j'estime que ma vie est en étroite relation avec mon peuple... Je vais parler de mon peuple». C'est par ces paroles que Domitila Barrios de Chungara introduit son livre-témoignage, publié en 1976 dans sa première édition, traduit en 15 langues, qui va révéler au monde le drame quotidien des mines boliviennes, c'est-à-dire des secteurs populaires d'Amérique latine.

Domitila, de sang indigène, est née en 1937 à Siglo Veinte (20e siècle, cité minière, NdT) dans une famille de mineurs. Sa vie et celle de son mari fut celle de la mine. Vers la fin des années 70, au milieu de la dictature sanglante de Banzer – frère d'armes de Pinochet au Chili, de Videla en Argentine, de Strœsner au Paraguay, de Duvalier en Haïti, de Somoza au Nicaragua, etc... – elle dut partir en exil avec tous ses proches. De ce «choc des cultures», de ces expériences qu'elle vécut en Suède, de cette vision cosmopolite est né un des éléments les plus riches de la personnalité actuelle de Domitila; la connaissance profonde et méfiante, espiègle par moments, du Nord, et la comparaison continuelle avec la vie quotidienne des plus pauvres dans le Sud. Elle pose son doigt sur la plaie, dénonçant la misère humaine et la pauvreté des deux côtés de l'équateur géographique. Personnalité douce et forte à la fois, elle s'émeut en parlant de son passé, se met en colère en parlant de ceux qui détiennent le pouvoir, et n'admet aucune interruption quand elle prend le «bâton de commandement» de la parole au cours de l'interview.

Victime personnellement du chômage produit par le réajustement structurel crûment implanté dans son pays dans les années 80, elle a donné à sa vie une nouvelle orientation au travers d'un projet de conscientisation baptisé «Ecole Mobile». C'est un outil indispensable pour continuer à pénétrer chaque coin de ce pays, soutenant un dialogue incessant avec des centaines de petits groupes populaires et de base. Pour Domitila, la vie est parole. Et si en 76 elle demanda la parole, aujourd'hui elle n'imagine pas pouvoir se taire face à l'injustice.

abandonné la mine, elle n'a pas oublié ses semblables. Elle parcourt tout le pays avec l'Ecole Mobile dans une incessante tâche de conscientisation. Experte critique de l'Europe – elle vécut deux ans d'exil en Suède – sa parole reste un témoignage irremplaçable et un cri d'alerte: *«Unissons-nous Nord et Sud pour trouver un équilibre plus humain»*.

## La lutte malgré tout

**Sergio Ferrari:** *Il y a eu dans votre vie d'innombrables moments difficiles. Comment aller de l'avant malgré la violence du combat et malgré les déceptions?*
**Domitila Barrios**: Il y a eu des gens qui ont réagi injustement face à moi et face à d'autres dirigeants. Mais ensuite, quand ils se sont rendus compte que les mensonges étaient répandus par l'ennemi pour nous diviser, ils ont changé d'attitude.
Mon espérance, mon engagement et ma foi se sont nourris de faits concrets. Malgré toutes les calomnies, et bien que nous ayions abandonné la mine, actuellement nous recevons énormément de témoignages de soutien et d'affection populaire dans notre travail d'éducateurs populaires avec l'Ecole Mobile.

**S.F.**: *En quoi consiste l'Ecole Mobile?*
**D.B.**: Il s'agit d'un projet créé et encouragé par 6 personnes qui se consacrent à transmettre ce que nous avons appris du peuple lui-même. Nous parcourons le pays et nous discutons avec différents groupes des problèmes politiques, sociaux, économiques. Et des luttes. Ensuite, nous reprenons les témoignages, nous analysons chaque étape, nous réfléchissons sur les formes d'organisation. Nous n'oublions pas les thèmes fondamentaux et très actuels que sont les effets de la politique du Fonds Monétaire International (FMI) dans notre pays, qui lui permet d'intervenir à son gré, non seulement dans l'économie et les syndicats, mais aussi dans la vie privée de nos populations. Par exemple, quand ils imposent la stérilisation massive de nos femmes sous prétexte d'explosion démographique. Quelle explosion? En Bolivie, nous sommes seulement 7 millions d'habitants dans un pays immense. La Suisse entière est contenue dans le seul département d'Oruro...

## L'échec des «réajustements» néo libéraux

**S.F.:** *La Bolivie est présentée à l'extérieur comme un des modèles de réussite de l'ajustement, spécialement en ce qui concerne le contrôle de l'inflation...*
**D.B.:** J'ai été surprise d'entendre ces arguments. L'inflation a été stoppée, mais au prix de 1 million de travailleurs mis au chômage. Surtout des entreprises d'Etat. Le nouveau gouvernement, prototype du modèle néo libéral, nous a promis 100'000 nouveaux postes. Pourtant il continue d'envoyer des gens à la rue. Et maintenant il confie les entreprises d'Etat à des capitaux étrangers. Il fait des promesses aux ouvriers pour dans 5 ans... Mais d'ici-là ils auront fini de s'approprier toute la matière première et il ne nous restera que des ruines.

**S.F.:** *Dans leurs documents officiels, les institutions internationales parlent, depuis peu, de participation populaire comme condition d'un développement durable. Comment se comprend cette position en Bolivie?*
**D.B.:** Ils le mentionnent de manière formelle dans leurs documents. La grande contradiction, c'est que bien qu'ils parlent de participation populaire, ils ne reconnaissent pas que celle-ci se concrétise à travers des organisations déjà existantes. De fait, ils ignorent les syndicats, les fédérations et confédérations, et la Centrale Ouvrière quand ils déclarent que les instances qui représentent le peuple sont les organisations territoriales de base. Ils vont les créer eux-mêmes, et leurs dirigeants seront désignés par les mairies et les préfectures, c'est-à-dire par le gouvernement. Elles auront valeur de personnalité juridique à la place des syndicats ou des dirigeants...

**S.F.:** *Ils instaurent des formes d'organisation artificielles...*
**D.B.:** Exactement. Pour qu'il n'y ait pas d'opposition au modèle qu'ils imposent. Ils établissent d'autre part de nouvelles lois; agraires, électorales, d'éducation. Toutes avec une logique irrationnelle. Par exemple au niveau de l'éducation, ils déclarent que comme l'Etat n'a pas d'argent, elle sera assumée par les mairies. Mais que vont faire les mairies qui sont petites et pauvres pour pouvoir assurer la santé et l'éducation de leur population? Quand nous lui disons cela, le gouvernement répond qu'il va répartir le budget jusqu'aux plus petits villages. Mais si toutes les entreprises d'Etat sont privatisées, d'où va sortir le revenu national?

## Le peuple a des alternatives

**S.F.:** *En quoi l'organisation populaire a-t-elle changé ces dernières années?*
**D.B.:** En Bolivie il y a eu un moment de crise profonde vers l'année 1985 quand le gouvernement a décrété la liberté d'engager de la main d'œuvre et a ouvert les frontières à la contrebande et au libre commerce, frappant durement l'industrie nationale. A ce moment-là, tout parut chaotique. Il y a eu une véritable débandade en direction des villes. Le gouvernement a commencé à parler de personnes «délocalisées», bien que ce terme soit incorrect puisque les chômeurs n'ont pas reçu de travail.

Depuis la chute du mur de Berlin – avant, on disait que le socialisme était bon, n'est-ce-pas? – nous nous sommes demandé ce qui allait se passer. Mais le peuple est tellement sage, tellement intelligent... Et même sans que nous nous en rendions compte, autour de nous, de nouvelles forces, d'autres mouvements s'étaient créés...

**S.F.:** *C'est-à-dire des formes d'organisation différentes?*
**D.B.:** Exactement. Pour moi, ce fut une véritable surprise le 12 octobre 1992 de voir arriver les gens de la campagne avec leurs drapeaux et leurs bannières respectives, nous affirmant que la Bolivie n'est pas la Bolivie sinon la somme de 30 nationalités (quechuas, aymaras, guaranies, etc...) et exposant la nécessité d'organiser l'Assemblée des Nations originelles afin de lutter ensemble pour un monde meilleur. Ce fut un grand mouvement... à tel point que le futur gouvernement ne pût

ignorer cette réalité, et décida de nommer un Indigène aymara à la vice-présidence.

**S.F.:** *Ont-ils fait beaucoup de promesses?*
**D.B.:** Ils savent enrober la pilule amère pour la faire avaler. Nous ne nous réjouissons pas trop, mais nous sentons qu'il ne manque pas de gens pour croire à ces promesses, surtout à l'extérieur. Mais le peuple a vite compris. Le coup fut rude quand le vice-président Cárdenas (Victor Hugo) offrit au représentant de l'ambassade des Etats-Unis les symboles du pouvoir: le bâton de commandement et la wiphala (bannière)... Quand au même moment les Nord-américains massacraient les paysans boliviens sous prétexte de lutte contre la coca! Il ne faut pas oublier que pour les Indigènes la coca est la feuille sacré. Sans aucun doute Cárdenas représente la bourgeoisie aymara!

**S.F.:** *On parle beaucoup en Amérique latine de la crise de la gauche. Quelle est votre opinion?*
**D.B.:** Je ne sais plus ce qu'est la gauche. Dans mon pays, il y a eu de grands révolutionnaires qui ont même organisé des groupes armés, pour ensuite partager le pouvoir avec des militaires. D'autres adhèrent à l'économie de marché et nous disent: «il n'y a pas d'autre alternative». Pourtant le peuple leur démontre qu'il y a une alternative, et il continue à s'organiser, se mobiliser et lutter. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui nous vivons presque sous une dictature militaire. Avant, on traitait les dirigeants syndicaux de communistes pour les dévaloriser. A présent, le dirigeant qui s'oppose fermement au pouvoir se fait taxer de narcotrafiquant et se fait poursuivre. Nous vivons une répression sélective, et ils augmentent les tanks, les petits avions, l'utilisation de gaz et les coups contre le peuple.

**Le Nord et son propre cancer**

**S.F.:** *Vous avez vécu en Europe il y a quelques années. Vous y revenez à présent. Que ressentez-vous? Comment voyez-vous et interprétez-vous le Nord?*
**D.B.:** Je vois qu'ici on est en train de perdre beaucoup de valeurs. Je vois les enfants avec tellement de jouets, et pourtant il y a beaucoup de tristesse entre l'enfance et l'adolescence. Dans notre pays, par exemple, il n'y a pas d'asiles de vieillards. Ici, on voit les personnes âgées très bien habillées et bien nourries, mais seules... dans une solitude absolue!
Malgré notre pauvreté, nous n'aimerions pas vivre ainsi. A partir de là surgit une réflexion très profonde, presque existentielle. Là-bas en Bolivie, tellement de pauvreté, des gens qui meurent de faim, sans abri, ni droit à l'éducation ou à la santé. Ici, de grandes maisons, des moyens très sophistiqués pour étudier, mais des gens qui ne vivent pas pleinement heureux; toujours pressés par le besoin de consommer. Aucun de ces extrêmes n'est bon. L'un qui perd sa joie à trop consommer, l'autre qui subit une misère extrême. Aucune situation ne nous convient. Il faut trouver une situation intermédiaire plus humaine. D'autant plus que nous voyons à quel point ce système a contaminé l'environnement. Ils sont en train de tuer la terre. Ça ne va pas. Nous allons au-devant d'un grand danger. Nous devons nous unir pour le combattre et trouver un moyen terme entre l'extrême pauvreté et ce système qui transforme le citoyen européen en une simple machine à consommer.

**S.F.:** *Ça impliquerait aussi de repenser le concept de coopération Nord-Sud actuellement en vigueur?*
**D.B.:** La coopération a toujours été amenée aux gouvernements avec des projets élaborés par le Nord et destinés ni plus ni moins aux bourgeoisies de nos pays. Ils devraient apprendre à ne pas gaspiller autant, et à faire des plans en consultant les peuples du Sud. Par exemple, dans ma région, à Cochabamba, combien de coopérations ne sont-elles pas venues installer l'eau courante! Et quel est le résultat? Nous n'avons toujours pas d'eau, à part cette minorité riche qui construit son puits privé pendant qu'à côté, les enfants meurent de soif.
Si l'argent arrivait directement, le peuple saurait bien comment en profiter!

**S.F.:** *Il y a donc un problème dans la conception de la coopération?*
**D.B.:** D'une part, oui. D'autre part, la réalité d'un ordre économique injuste. Pour nos matières premières, on continue à nous payer des prix de misère. Si on ne nous paie pas de manière juste, nous continuerons à être pauvres...

## Rectificatif concernant le N°7 de 1994

La lettre d'outre-mer concernant le Nicaragua était de Jürg Gugisberg et non d'Anne-Catherine Bickel et de Noé Valladares comme indiqué par erreur en tête de page.


**Rédaction**

Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

**FSF**

Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

**GVOM**

«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

**éiréné**

Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

**Changement d'adresse**

prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

**«Interrogation» parait huit fois par année**

Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

**Impression:**

Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle


JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE

MONOT Francis
St. Bernard 11
1510 Moudon
5 EX.